

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 6 (1121) 7 février 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

12 – 13

Pour nos enfants : défendre l'emploi !



Les enfants ont pris la tête de la manifestation de Clabecq du 3 février avec un slogan de leurs parents. Participez à la rencontre pour l'emploi à Charleroi le 24 février.

4

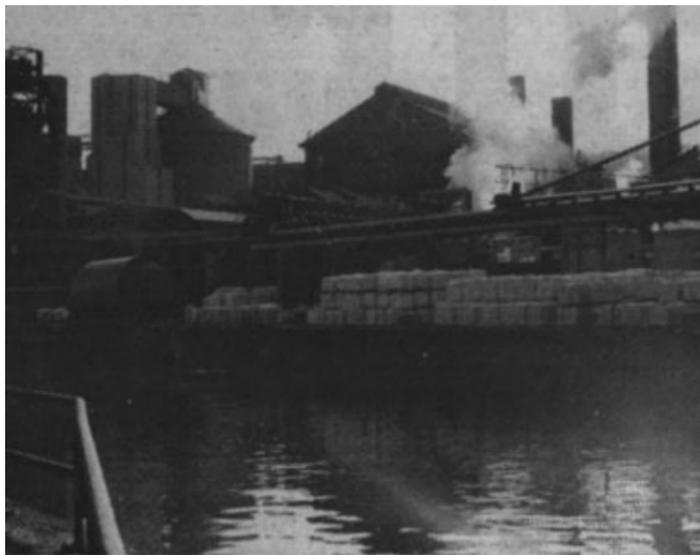
Grande concertation
pour éviter une grève
à la française

8

Grande résistance
des cheminots
au plan Schouppe

10 – 11

Que cache
l'autonomie
des écoles ?



Hainaut, cimetière des emplois

Michel Mommerency

Chaque semaine, une usine ferme ou se restructure : Sonaca, Forges de Clabecq, Union Minière, Bell Colfontaine... Dans la province du Hainaut, trois travailleurs sur dix sont sans emploi. Les travailleurs de cette région témoignent : «La lutte nous rendait forts, fiers et unis. Cette solidarité d'antan, il faut la ressusciter. Que va-t-on offrir comme job aux jeunes qui quittent l'école ?» C'est dans ce cadre de lutte pour défendre l'emploi que l'Institut d'études marxistes (INEM) organise le 24 février prochain à Charleroi une "Rencontre pour l'emploi".

Soyons responsables, luttons

Témoignages des travailleurs d'Aleurope et d'Intermarché

«Je sais que vous êtes des gars responsables», déclare le ministre-président de la Région wallonne Collignon aux travailleurs d'Aleurope, le 1er février. L'usine filiale de la multinationale américaine Reynolds est menacée de fermeture.

La Région wallonne veut éviter à tout prix une nouvelle lutte pour l'emploi. Avec l'argent des travailleurs, elle a injecté 250 millions de francs en 1994 pour soutenir une augmentation du capital de 500 millions d'Aleurope. Elle soutient les capitalistes.

La multinationale américaine Reynolds implantée à Ghlin depuis 1961, est pourtant le troisième géant mondial d'aluminium. Elle a déclaré un bénéfice de 121,7 millions de dollars en 1994 (3,6 milliards de FB). Mais cela ne l'empêche pas de liquider les filiales qu'elle juge non rentables. Avec la bénédiction de la Région wallonne.

«Nous avons été souvent parmi les premiers à démarrer la lutte»

«J'ai presque 30 ans de carrière dans la boîte», commente René, travailleur d'Aleurope. «Dans quelques mois, je pourrais éventuellement prendre ma prépension. Mais je suis sûr que je ne serai pas remplacé et je crains que mon filleul que j'ai fait rentrer il y a peine trois ans soit licencié. Notre travail est dur et je veux que les machines continuent à tourner. Aujourd'hui, j'ai pourtant le sentiment d'être manipulé. On se rapproche de la date fatidique sans que nous nous battons».

Luigi est amer, lui aussi : «On nous inculque une mentalité d'esclaves, prêts à accepter toutes les conditions de travail et même la liquidation de 200 camarades. Avant, on aurait fait grève tout de suite. Aujourd'hui, nous la ferons parce qu'on doit être responsable. Quand on entend nos ministres, le Borinage devrait effacer son passé combattant, vaincre la sinistrose, faire des courbettes pour que de nouveaux investisseurs s'amènent et pour



Les licenciés d'Intermarché à Morlanwez : pas droit à une protection syndicale et les voilà sur le carreau.

que les capitalistes en place ne délocalisent pas la production.

Je ne suis pas d'accord. On ne doit pas effacer notre passé. Tous nos acquis du passé sont aujourd'hui menacés : la Sécurité sociale, les pensions... Nous avons été souvent parmi les premiers à démarrer, cela nous rendait forts, fiers et unis. Cette solidarité d'antan, il faut la ressusciter. Pourquoi pour Bell n'avons-nous pas paralysé toute la région ? Parce que Reynolds nous menaçait ? Tous les travailleurs sont menacés par la crise, il est temps que nous réagissions tous. Que va-t-on offrir comme job aux jeunes qui quittent l'école ? Soyons responsables...».

La grève votée à 72%

Depuis l'annonce de la restructuration, trois mois pénibles se sont écoulés pour les 500 travailleurs d'Aleurope. Ils ont fait grève pendant sept semaines. «La restructuration est inévitable», lance Bon, le représentant de la direction, le 1er décembre. «Si vous partez en grève, ce sera la fermeture». Une

menace qu'il va mettre à exécution. La faillite devrait être prononcée le 8 ou le 9 février. Dans ces conditions, les travailleurs ont décidé de partir en grève, un vote obtenu à 72% à bulletin secret.

Ils attendent votre soutien dans ce vaste combat pour la défense de l'emploi. Envoyez des délégations de solidarité.

**Intermarché
Morlanwez :
un mois et demi de
lutte sous une tente**

«Nous, travailleurs, nous nous rendons bien compte maintenant comment nous sommes opprimés dans cette société», déclare des employés de la grande surface. «Voilà un mois et demi que nous sommes en lutte. Depuis deux semaines, nous sommes dans une tente, sur le parking, car la justice nous a chassés du magasin que nous occupions. Aujourd'hui, nous sommes 19 à être licenciés, à cause de la faillite du patron. Certains veulent mettre cette faillite sur notre dos, ils prétendent que nous n'aurions pas dû faire

grève. Connaissent-ils les conditions de travail qui régnaient ici ? D'innombrables heures supplémentaires non récupérées,

temps partiel imposé en service coupé, ce qui est illégal. A Courcelles, le personnel a dû exiger l'installation d'une pointeuse afin de prouver le nombre d'heures supplémentaires qu'il réalisait.

Pour contrôler les conditions de travail, nous réclamons un délégué syndical avec protection juridique. Cela n'existe pas jusqu'à présent dans le commerce de détail indépendant, avec moins de vingt membres de personnel. Nous n'avons pas encore gain de cause à ce niveau. Nous nous battons aussi pour maintenir notre emploi. Nous continuerons jusqu'à la reprise du magasin par un autre exploitant. Nous n'avons pas envie de rejoindre les files de pointage». La curatelle de la faillite a l'intention d'assigner au tribunal civil le permanent syndical Roger Meuter de la CNE. Elle lui réclame des dommages de grève ! Il serait tenu responsable de la détérioration des denrées périssables dans le magasin. Une première en Belgique. Un comble aussi : l'ancien patron faisait vendre de la marchandise périmée derrière le dos de l'inspection de l'hygiène !

Cockerill-Sambre : 19.000 emplois perdus en 20 ans

«En 1974, nous étions encore 22.000 sidérurgistes dans le bassin de Charleroi. Aujourd'hui quelque trois mille», explique Freddy Visconti, syndicaliste FGTB et membre du PTB. «La Société Générale, le Groupe Bruxelles Lambert et Albert Frère ont fait de Charleroi un désert. La grande leçon, c'est qu'il faut toujours se battre pour garder tous les outils et tous les emplois.

Suite à la fermeture du haut fourneau n° 5 et d'une ligne d'agglomérés, il y a à nouveau 180 "excédentaires". Comme en 1987 et 1989, la direction de Cockerill-Sambre veut que des

travailleurs se "licencient" eux-mêmes, avec une prime de départ.

D'autres devraient aller travailler à Liège, ce qui aboutirait au licenciement de stagiaires là-bas.

En 1989, trois cents travailleurs qui avaient accepté la prime en 1987 ont tiré le bilan de cette prime. L'immense majorité n'avaient trouvé aucun travail deux ans après. Certains qui avaient trouvé du travail avaient été licenciés depuis. L'un d'eux, désespéré, est même venu proposer à la direction de remettre l'argent de la prime pourvu qu'on le réembauche».



La sidérurgie de Charleroi a été démantelée pour une bonne part. A Cockerill Sambre (au loin), 19.000 emplois ont été liquidés depuis 1974. A la Fabrique de Fer (Fafer devant), les pertes ont été importantes aussi.

Visite du "Pays noir", en lutte contre la misère

En matinée de la "Rencontre pour l'emploi"

Un circuit en autocar à travers le "Pays noir", rien de tel pour s'imprégner du passé industriel de la région. Voir les ravages provoqués par les holdings. Mais aussi ses luttes sociales, son combat actuel pour l'emploi, contre la misère.

C'est pourquoi l'Institut d'études marxistes (INEM) vous y invite le 24 février.

Charleroi, ce sont les charbonnages d'antan, la sidérurgie et le secteur du verre. Une ville industrielle qui, en un siècle, a vu sa population augmenter de 35.000 à plus de 200.000 habitants.

La traversée de Dampremy illustre bien les conditions du développement de Charleroi au siècle passé.

Autour des vieux sites des charbonnages et des verreries, les corons, rangées de petites maisons ouvrières, les usines et les terrils s'entremêlent. A l'écart, l'ancien château du patron du charbonnage est entouré d'un parc

et d'un mur, protection contre les révoltes ouvrières.

L'émotion est au rendez-vous. En 1886, par exemple, des cortèges d'ouvriers allaient de puits en usines rassembler les travailleurs, avant de passer à l'assaut des châteaux patronaux. Les sites des grandes grèves, de 1932, de 1960-1961 sont toujours là, comme aux ACEC.

Le grand Charleroi rassemble, depuis 1976, la ville et 14 communes. Charleroi est géré par une majorité absolue socialiste, qui n'a pas hésité à fermer l'hôpital Gailly, à sabrer dans l'emploi communal, et à augmenter les taxes de la population.

Le long de la Sambre, 20.000 emplois perdus

Charleroi, c'est un voyage à travers l'histoire de la sidérurgie. Le long de la Sambre et du canal Bruxelles-Charleroi s'étirent les aciéries, hauts fourneaux et laminoirs. Leur

concentration, puis leur rationalisation a entraîné de 1974 à 1982 la fermeture de 60 "outils" de production et la disparition de près de 20.000 emplois.

C'est aussi la rencontre avec ces hommes d'horizon divers, venus produire des richesses au prix de leur sueur, de leur santé et parfois de leur mort. 20% des Carolorégiens sont originaires du Sud, les derniers arrivés du Maroc ou de Turquie. Au début du siècle, les charbonnages recrutèrent dans les campagnes flamandes.

Notre circuit s'arrêtera au Bois du Cazier, à Marcinelle, où le 8 août 1956, 262 travailleurs mineurs ont trouvé la mort. 136 étaient Italiens. Nous commémorons cette année le quarantième anniversaire de cette catastrophe. L'Amicale des Mineurs des Charbonnages de Wallonie présente une très belle exposition sur le site même.

La visite se terminera, du haut d'un terril, sur la vue de Cockerill Sambre et de la région.

Programme de la journée

- Samedi 24 février, 9h30. Accueil à l'Ecole de la Garenne, rue de Lodelinsart 200, 6042 Lodelinsart (Charleroi)
- 10 à 13h. Visite guidée en bus de la région de Charleroi ou visite du musée de l'industrie ou du musée du verre.
- 13h, repas. Possibilité d'obtenir des sandwiches sur place.
- 14h - 16h Discussion en cinq groupes.
- 16h30 à 17h30. Témoignages. René Stroobant, secrétaire régional de la CMB du pays de Waes, a mené deux luttes pour empêcher la fermeture des chantiers navals à Boel Tamise. Gust Haverbeke, secrétaire provincial CGSP Limbourg, a pris position contre les

privatisations. Roberto D'Orazio, président de la délégation FGFB Forges de Clabecq, se bat contre toute perte d'emploi et pour le maintien de l'outil aux Forges, menacées de fermeture. Danny Pauwels, ex-délégué CMB parlera des luttes de Boel Tamise et des chantiers navals de Ruppelmonde. Kris Hertogen, responsable de la section syndicale, donnera l'analyse du PTB.

Comment vous rendre à Lodelinsart ?

Quittez l'autoroute Bruxelles-Charleroi à la sortie 26 (Lodelinsart, Gilly, Châtelet). En bas de cette sortie, prenez la rue en face à droite, c'est la rue de Lodelinsart. 500m plus loin, vous y êtes.

Comme en Grèce ou au Portugal

La situation économique et sociale du Hainaut s'est tellement dégradée en un an, que la plus pauvre province de Wallonie dépasse largement les conditions pour bénéficier du fonds européen Objectif 1. De juin 1994 à juin 1995, le nombre de chômeurs complets de la province est passé de 91.959 à 97.144. Et les plus de cinquante ans ne sont pas comptabilisés. Le chômage augmente dans tous les arrondissements. Il est en moyenne de 29,2% de la

population active pour toute la province : 25,5% à Ath, 31,1% à Charleroi, 33,5% à Mons-Borinage, 21,9% à Mouscron, 26,7% à Soignies, 30,3% à Thuin et 24,8% à Tournai. Le Hainaut compte 1.286.639 habitants, soit 38,9% de la Wallonie ou 12,7% du pays. Sa situation sociale dramatique peut uniquement être comparée aux pays de la périphérie de l'Union européenne, comme l'Irlande, la Grèce ou le Portugal. (De Standaard, 30 janvier 1996)

Sonaca : chantage du PS pour liquider l'emploi

«Après l'annonce de 500 licenciements, on nous dit que les négociations à la Sonaca entre direction et syndicats se déroulent dans un bon climat», témoigne Jean, ouvrier de la Sonaca. «On chercherait une solution par la prépension. Mais où allons-nous bientôt travailler ? Et nos enfants ? C'est tout de même 500 emplois de moins à Charleroi.

La Région wallonne promet 600 millions. Mais Collignon, le ministre-président (PS), exige d'abord un accord social : la suppression de 200 emplois avant la fin de février, et 300 dans les trois ans à venir. Les

travailleurs qui resteront verront leur salaire diminuer et ils perdront des jours de réduction du temps de travail.

La Région wallonne, ses dirigeants PS en tête, se démène pour éviter une lutte. Elle brandit la menace d'une faillite si on n'accepte pas la restructuration. Van Cau, le ministre wallon de l'Emploi, a imaginé une réduction du temps de travail qui serait payée par la collectivité. Pendant ce temps, se multiplient les déclarations sur une possible reprise par le privé de la Sonaca, une fois rationalisée».

La parole aux travailleurs à la "Rencontre pour l'emploi, Charleroi, 24 février

Les conditions de travail, les délocalisations, la réalité du chômage, les luttes contre les restructurations et la privatisation : cinq groupes de discussion au programme de l'après-midi de la "Rencontre pour l'emploi" à Charleroi.

Après une courte présentation, la parole sera donnée aux travailleurs et aux délégués. Ils pourront raconter leur expérience et exprimer leur alternative.

Se crever au boulot avec un million de chômeurs ? On en a marre !

Comment les patrons poussent à travailler davantage, de manière

plus flexible. Ce qui a pour conséquence d'éliminer des postes. Des travailleurs sont licenciés et des jeunes ne peuvent trouver un travail, car la production est réalisée par un plus petit nombre de gens. C'est une stratégie poursuivie à grande échelle, par exemple, dans l'industrie automobile.

Les délocalisations, on sait les combattre

Les intervenants décriront leur sentiment d'horreur, lorsqu'ils ont appris que leur patron avait démenagé leur usine dans une zone où les salaires sont moins élevés. Les ouvriers de Chamebel auront à coeur de dénoncer leurs patrons, les frères Witte, qui sont

soudainement partis avec les machines.

Chassons le travail précaire et l'article 80

La parole aux chômeurs ou à ceux qui se battent pour les sans emploi. Ceux qui ont accepté la prépension dans le cadre d'une restructuration pourront relater leur situation actuelle. Est-ce vraiment une solution sans risque ?

Que faire contre les restructurations ?

L'emploi se garantit par la lutte. Les délégués qui ont mené ou qui mènent un combat contre une restructuration seront les bienvenus. Comme ces responsables syndicaux qui,

pendant des semaines, à Colfontaine, se sont opposés au plan de la multinationale française Alcatel pour liquider une centaine d'emplois. Ou les travailleurs de la sidérurgie confrontés à la crise de l'acier et dont les patrons, comme aux Forges de Clabecq, s'apprentent à fermer une partie de l'outil (ou la totalité).

Les privatisations tuent l'emploi

Défendre les services publics, c'est garantir l'emploi. La vague de privatisations a pour conséquence première de détruire les emplois. L'exemple des privatisations en Grande-Bretagne, dès les années 80, nous le prouve. British Telecom, privatisée en 1984, a supprimé 150.000 postes. Le gaz,

vendu au privé en 1986, a perdu 25.000 emplois. L'électricité, cédée en 1990, a liquidé 23.000 emplois. Ce sont les mêmes menaces en Belgique pour la Sabena, Belgacom, la CGER... D'autres entreprises publiques, comme la Poste ou la SNCB, seront d'abord restructurées avant d'être refilées au privé.

Ces groupes de discussion permettront aussi d'ébaucher une alternative face à cette offensive patronale contre l'emploi. Et si jamais le débat vous fait peur, vous pourrez regarder le film "Harlan County", qui raconte une lutte longue et violente des mineurs américains dans les années 70.

EDITORIAL

Pour sortir de l'impasse ?

Kris Merckx

De nombreux syndicalistes ne comprennent pas ce qui se passe au sommet de leurs organisations. Prenons le projet d'accord à aux chemins de fer. Il liquide "seulement" 7.500 emplois (au lieu de 9.000) et impose une perte de salaire d'1,65 % à partir d'avril 1996 en échange d'une hypothétique semaine de 36 heures à partir de janvier 1999. Pourtant, des dirigeants syndicaux présentent cela comme une "victoire". Dans les services publics on a décommandé la grève du 26 janvier après quelques vagues promesses. Et les directions syndicales nationales réagissent positivement à l'invitation de Dehaene pour une grande concertation.

Capitulation d'autant plus douloureuse que les riches en profitent avec plus d'impudence que jamais. Les bénéfices de General Motors ont grimpé à 207 milliards en 1995 (+ 47 %). La Petrofina d'Albert Frère, avec ses 11,6 milliards, a gagné un milliard de plus que l'an dernier. En vendant sa briquetterie le député libéral Desimpel a empoché 2,8 milliards. A Belgacom, les cadres supérieurs ont reçu une prime de motivation de 60 à 100 millions par personne et à la SNCB, ils se sont attribués à eux-mêmes des centaines de milliers de francs d'avantages.

Alors pourquoi les dirigeants syndicaux n'organisent-ils pas la lutte pour faire payer les riches ? A cause de leur adhésion politique au PS et au PSC. C'est pour cela qu'ils cherchent encore toujours la solution au sein même du système et qu'ils tombent toujours dans le panneau de la concertation-bidon. Un virage ne sera possible qu'en faisant progresser dans les syndicats, à partir de la base, la conviction qu'il n'y a pas de solution possible au sein du capitalisme. Que ce système est condamné à périr à cause de ses propres lois : chasse aux profits et concurrence meurtrière. Qu'on doit dès à présent préparer le renversement de ce système par la révolution socialiste. Plus on se rapproche de cette position communiste, plus on s'efforcera de développer des luttes radicales et massives pour faire payer la crise aux riches. Parce que c'est dans de telles "explosions sociales" qu'on rassemble les forces pour la révolution. Cette façon d'agir est d'ailleurs aussi la seule qui permette de défendre efficacement les intérêts à court terme, des travailleurs et de soulager la misère créée par le capitalisme. Le président du PRL, Louis Michel, ne disait-il pas au parlement wallon, que, ces dernières années, on n'avait laissé survivre les Forges de Clabecq que par "crainte d'une explosion sociale" ? Et n'est-ce pas cette même peur qui, en 1936 comme en 1944, obligea la bourgeoisie à renoncer à une partie de ses bénéfices pour accorder la première semaine de congés payés et la Sécurité sociale ? Pour sortir les syndicats de l'impasse il faut une position révolutionnaire.

Pourquoi Dehaene propose la concertation

"Contrat d'avenir pour l'emploi": éviter des situations françaises

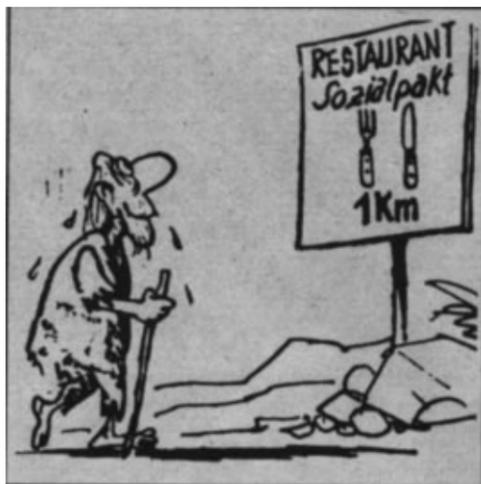
Les gouvernements de l'Union européenne n'ont toujours pas digéré la récente grève en France. Celle-ci a infligé une ponction sévère à l'économie et a mis le premier ministre Juppé sur les genoux. Depuis, on ne parle plus que de "concertation sociale" en Europe...

Kris Merckx

Nous ne pourrions imposer nos plans de démantèlement que si nous y impliquons les directions syndicales et si nous parvenons à éviter les remous sociaux. Voilà la grande leçon qu'ont tirée les gouvernants de la grève en France. C'est ce qui a incité le chancelier allemand Kohl à conclure avec les syndicats et les patrons un grand pacte pour l'emploi (voir encadré) et le gouvernement français à organiser un sommet social. La semaine dernière, l'Allemagne et la France ont également annoncé des plans de relance qui devraient ranimer l'économie et l'emploi en pleine défaillance. Le premier ministre Dehaene s'est joint à ce mouvement en invitant syndicats et fédérations des employeurs à négocier à partir du 12 février "un contrat d'avenir pour l'emploi".

Lier en douceur quatre grands dossiers

Hormis l'emploi, les pourparlers traiteront également de la Sécurité sociale, du budget et de la compétitivité (c'est-à-dire du coût salarial). Ce sont les quatre grands dossiers auxquels Dehaene veut s'attaquer pendant "l'année charnière 1996" et qui s'influenceront mutuellement. Le premier ministre veut les lier "en douceur". (1) Pourquoi ? Parce que le gouvernement veut éviter toute association au pacte social qui a échoué en 1993 et qui a été remplacé par le plan global. Grâce à cette tactique, le gouvernement veut également répondre à la critique croissante des syndicats comme quoi rien n'est fait pour l'emploi. Récemment, le président de la CSC Willy Peirens a adressé une critique sévère à Dehaene : «Il parle trop des salaires et trop peu de l'emploi». (2) En même temps, le président de la CSC proposait de «conclure



En 1993, Dehaene essayait déjà de nous vendre un "pacte social" à l'allemande. Mais tous ces "pactes" trompent les travailleurs (Cartoon Hamburger Abendblatt, 1993).

un accord sur l'objectif principal, l'emploi, et de ne rien entreprendre dans aucun dossier concret qui s'oppose à cet objectif primordial. Il faut donc considérer les dossiers comme un ensemble, mais dont on traite les parties une par une. C'est comme une mandarine qu'on n'avale pas d'un seul coup, mais dont on mâche les quartiers, tout en sachant qu'il s'agit de la même mandarine. Sans accord sur le point primordial, augmenter l'emploi, on ne pourra pas faire grand chose dans les dossiers concrets.» (3)

Dehaene a pris la balle au bond, en organisant une grande comédie de concertation sur l'ensemble des dossiers, et en affirmant que l'emploi sera partout le premier point. A l'instar de Kohl, il présentera un "pacte" comprenant de grandes promesses en matière d'emploi. En échange, il espère que les directions syndicales assureront la paix sociale,

chaque fois qu'il voudra nous faire avaler un quartier de sa "mandarine", qui est en fait un citron au goût acide : le démantèlement de la Sécurité sociale et les mesures d'assainissement budgétaire et de restriction salariale.

Tout syndicaliste objectif peut déjà se rendre compte que Dehaene roule les syndicats. L'exemple allemand, précisément, montre que les promesses de (mauvais) emplois sont du vent (voir encadré). Et comment accorder confiance à un gouvernement qui, dans la même semaine, appelle à un "contrat d'avenir pour l'emploi" et... liquide 7.500 emplois à la SNCB, 3.000 dans l'enseignement secondaire néerlandophone et autant dans le francophone ?! Pourtant, Dehaene et Di Rupo savent que leur concertation-bidon peut marcher auprès des directions nationales des syndicats. Ils ont pu s'en rendre compte dans leurs intenses

conversations "à huis clos" (4) avec les partenaires sociaux.

De plus, ils ont expérimenté les effets toujours d'actualité de la "pression amicale", selon les termes du leader CGSP José Damiot, de la part des "partifrères" (4). Même aux chemins de fer et dans les services publics où de nombreux responsables syndicaux avaient fait ces derniers mois des déclarations fermes. Mais Dehaene et Di Rupo connaissent le tendon d'Achille des directions nationales des syndicats : leur manque d'alternative, leur acceptation du capitalisme et de ses lois économiques. Faire en sorte que le plus grand nombre possible de syndicalistes rompent avec cette conception néfaste est donc la condition pour faire échec à la manoeuvre trompeuse que prépare le gouvernement.

(1) Standaard, 30/1. (2) ACW-visie, 19/1. (3) De Standaard, 18/1. (4) De Morgen, 2/2.

Allemagne, l'exemple éclairant : six millions de chômeurs

Le 23 janvier, gouvernement, patronat et syndicats allemands ont conclu une "Alliance pour l'Emploi". Elle promet de diminuer de moitié le nombre de chômeurs officiellement enregistrés avant l'an 2000. Promesses fallacieuses. Car les Daimler-Benz, VW et Siemens qui promettent aujourd'hui de créer des centaines de milliers d'emplois viennent d'en détruire à eux trois 150.000 au cours des trois dernières années. (Rote Fahne 3/96, p.6) En échange de promesses creuses les directions syndicales acceptent une régression sociale sans précédent. L'Alliance se prononce pour

la réduction de la dette publique : on freinera le système de prépensions, on élèvera l'âge de la pension, encouragera les assurances-maladies privées et on limitera les aides sociales aux "personnes qui en ont vraiment besoin". Tout cela réduira encore le marché intérieur. En même temps, un "plan de relance" prévoit des privatisations accélérées à la Poste, aux télécoms et aux aéroports. Cela aussi, cela coûtera des dizaines de milliers d'emplois. Pour, dit-on, "décourager les investissements allemands à l'étranger" l'Alliance veut diminuer les cotisations patronales de 41 à 40 % du salaire et bloquer les salaires. Mais les

salaires jouent peu dans l'exportation de capital. Trois quarts des 480 milliards de FB d'investissements allemands à l'étranger ont été réalisés dans des régions industrielles hautement développées et non dans des pays à bas salaires. Et malgré la baisse des salaires réels de 93 à 95, le chômage a monté selon le syndicat DGB jusqu'à... 6 millions ! L'Alliance renforce la flexibilité en calculant la durée du travail sur base annuelle. Et elle "élargit les possibilités d'agir au niveau des entreprises", ce qui permet de vider des conventions conclues au niveau national. (H.L.)

Epargner encore 80 milliards

«Qu'on le tourne comme on veut, techniquement, nous sommes en récession. Ça ne facilitera pas la tâche du gouvernement l'an prochain» (De Morgen, 31.1). Pourquoi le ministre du Budget Van Rompuy a-t-il laissé échapper ce soupir au dîner du Nouvel An avec la presse ? Pour souligner que «si on ne tranche pas, le résultat budgétaire 1996 manquera la cible de 30 à 40 milliards (De Standaard, 3.2.). Ce montant, il faudra le trouver au contrôle budgétaire d'avril. Pour le budget 1997 (confectionné en juillet), il faudra «encore 46 milliards d'économies structurelles» supplémentaires «pour remplacer les revenus non récurrents grâce auxquels le gouvernement a réussi sur papier en 1996» (id.). La fin du tunnel ?

Le sort de la gauche SP

Un seul élu SP a élevé une vive protestation contre la politique néo-libérale du ministre Luc Van den Bossche. Ce fut bref. Le 24 janvier, René Swinnen, a déclaré au Laatste Nieuws : «En échange de la sécurité de la nomination définitive, on accepte de travailler à un salaire moindre. Mais cette sécurité est balayée par l'arrêt des nominations. Nous ne comptons pas suivre le ministre aveuglément.» Le lendemain, Van den Bossche l'a engueulé en plein Conseil : «A quel parti appartenez-vous en fait ?» Swinnen : «Sur le fond, je reste en désaccord avec la mesure, mais un vote contraire ferait tomber cette majorité. Dans mon cœur, je donne raison aux syndicats. Mais mon esprit ne suivra pas» (De Morgen, 26/1). Celui qui défend des points de vue syndicaux dans le SP se trouve forcé de les... trahir. Les gens de gauche ne peuvent rien faire dans ce parti.



Suppression d'emplois en Wallonie, autonomie en Flandre, luttons ensemble pour le refinancement.

Onkelinx liquide 3.000 emplois

Flamands et francophones, agissons ensemble

De part et d'autre de la frontière linguistique, c'est la déclaration de guerre ministérielle contre les enseignants. Mais cette fois, les profs du nord et du sud pourraient se retrouver ensemble dans la rue, pour enrayer le démantèlement de l'école démocratique.

Georges Moreau

Au moment où le ministre Van den Bossche met le feu aux poudres en bloquant les nominations dans l'enseignement secondaire flamand, Onkelinx annonce la suppression de 3.000 profs (6,8 %) du secondaire francophone. Après le coup des congés de maladie et celui des fusions d'écoles, cette nouvelle attaque pourrait provoquer une explosion de colère sans précédent. Deux centrales chrétiennes proposent déjà la grève au finish. La CGSP se prononce ce mercredi, mais dans la région bruxelloise

certaines athénées sont déjà partis en grève.

Cette fois le parallélisme nord-sud saute aux yeux. Dans les deux communautés, l'emploi est clairement visé. Van Den Bossche veut faire faire le sale boulot par des écoles autonomes, alors qu'Onkelinx, coincée dans une situation budgétaire catastrophique est obligée d'«assainir» d'abord et de reporter ses projets d'autonomie à l'an prochain (voir en pages 10-11).

D'un côté comme de l'autre, l'unique solution, c'est un refinancement par l'État fédéral. Il faut abroger la communautarisation et en

revenir à la subsidiarité nationale des écoles en fonction de leurs besoins.

Le moment n'a jamais été aussi opportun pour mener ce combat. Les enseignants flamands et francophones réunis dans l'action peuvent clouer le bec aux sirènes nationalistes et à ceux qui prennent prétexte de ce nationalisme pour couvrir leur véritable politique («On ne peut rien faire, sinon les Flamands voudront scinder la Sécu»). Le mercredi 28 février, les profs flamands manifesteront dans les rues de Bruxelles.

Chaque syndicaliste enseignant franco-phone a le devoir impérieux d'être là : apportez des calicots en deux langues; discutez avec vos collègues néerlandophones; demandez-leur de venir expliquer, dans votre école, les mesures qui les frappent; proposez-leur la réciproque.

Apprenons les uns des autres et luttons ensemble.

Kohl pourra remercier Tobback

Sept étudiants arrêtés lors d'une protestation contre Kohl

Peter Mertens

Sept étudiants du Mouvement Marxiste-Léniniste (MML), l'organisation étudiante du PTB, ont été arrêtés vendredi dernier. A l'entrée de l'auditoire Pieter De Somer à Louvain, ils voulaient distribuer des tracts pour protester contre le titre de docteur honoris causa de l'Université Catholique de Louvain accordé au chancelier allemand Kohl. Cinq étudiants ont été immédiatement arrêtés et leur calicot saisi. Près d'eux, des militants d'extrême droite de l'organisation KVHV pouvait déployer sans problème un calicot et diffuser

un tract pour la scission de la Sécurité sociale. Deux militants de MML, qui ont voulu faire entendre dans la salle leur opposition à Kohl, ont été immédiatement empoignés et enfermés par des agents de la Sûreté de l'État. La protestation contre «le grand leader européen» était ainsi étouffée dans l'oeuf.

Pas de protestation contre l'Europe allemande

C'est un scandale d'honorer l'homme qui symbolise la recolonisation de l'Europe de

l'Est, la reconnaissance de la Croatie et de la Slovaquie, prémisses à la guerre, et les atteintes au droit d'asile dans la forteresse Europe.

Kohl a été promu docteur honoris causa pour «ses services à la réunification de l'Allemagne et son rôle en faveur de l'Europe».

Pendant ce temps, six millions de personnes sont touchées par le chômage dans cette Allemagne réunifiée et la privatisation de Deutsche Telekom, de la Postbank, de Lufthansa sert de modèle à toute l'Europe.

Pourquoi un titre à l'homme qui a imposé une politique d'asile

inhumaine à toute l'Europe ? Kohl est pourtant le chancelier d'un pays où la police criminalise tous les immigrés. Depuis janvier 1992, 70 cas de violences policières ont été divulgués.

MML a proposé d'accorder le titre de docteur honoris causa alternatif au journaliste Chris De Stoop, pour sa ferme dénonciation de la politique répressive en matière d'asile. Mais le bourgmestre Tobback (SP) de Louvain voit les choses autrement : il a procédé à l'arrestation «préventive» de tous ceux qui laisseraient entendre une protestation. Kohl peut remercier Tobback.

EN BREF

Vous ratez une augmentation

Suite à l'augmentation des accises sur l'essence, du taux de TVA (20,5 % à 21 %) et de la taxe sur les véhicules diesel, l'index normal a grimpé à 121,84 points (presque 2 % de plus). Mais l'index-santé, dont on a enlevé l'essence, le diesel, le tabac et l'alcool, ne grimpe qu'à 119,86 points. Ce qui est pourtant suffisant pour atteindre l'index pivot des traitements des salariés et des allocataires sociaux, qui est de 119,53 points. Cette augmentation n'aura pourtant pas lieu. Pourquoi ? Parce que le gouvernement PS-PSC applique une deuxième manipulation, l'index lissé. Celui-ci prend en compte la moyenne de l'index-santé des quatre derniers mois. Qui est seulement de 119,14 points. Malgré ce double vol, les dirigeants PS continuent à s'afficher comme les valeureux «défenseurs de l'index». (Source : De Standaard, 30.1.96)

Desimpel se remplit les poches

D'autres ont pourtant le vent en poupe sous ce gouvernement. Comme Aimé Desimpel, propriétaire de la briqueterie du même nom et député du VLD. Il a vendu 50,1 % des actions que son holding familial possédait dans l'entreprise au groupe britannique Hanson, pour un montant de 2.819 F par action. C'est 66 % de plus que le cours que ces actions avaient atteint à la Bourse la veille (1.700 F). Hanson paye au total 2,85 milliards (2.850 millions) au holding de Desimpel pour la reprise de sa briqueterie; on peut en déduire que Desimpel a gagné en une journée 1.160 millions !

La direction de la SNCB aussi

A la direction de la SNCB aussi, certains ne se gênent pas pour imposer l'austérité aux travailleurs, tout en s'enrichissant personnellement. Le fisc a découvert que les membres de la direction avaient reçu annuellement plusieurs centaines de milliers de francs de bénéfices extralégaux. Ils étaient non taxés, car déclarés comme frais de déplacement et de représentation «propres aux employeurs»... Que fait la SNCB ? Elle maintient les mêmes avantages nets des directeurs mais va les convertir en salaire ordinairement taxé. Ce qui coûtera plus à la SNCB.

Le contrôleur a aussi remarqué qu'un directeur a reçu d'une filiale de la SNCB, Ferry Boats, en plus de son traitement de 80.000 F, un «remboursement fixe de frais» de 60.000 F. «Pour le fisc, c'est une indication que la filialisation de la SNCB est un moyen pour les membres de la direction d'obtenir toutes sortes d'avantages supplémentaires non taxés.» (De Morgen, 2.2.96)

L'aide humanitaire pour éviter la révolution

A Bruxelles, des entreprises, des pouvoirs publics et des associations humanitaires ont organisé «un salon de partenaires de l'humanitaire». Le but est surtout de convaincre l'industrie de participer au mécénat et à l'aide humanitaire. Avec une sincérité étonnante, Claude Bébear, le patron du groupe Axa, deuxième assureur français, a expliqué que les entreprises doivent «contribuer à ce que nos compatriotes vivent bien... Si on laisse s'aggraver les gros problèmes d'exclusion, on va vers l'explosion, et notre entreprise en sera la première victime». Commentaire du Soir : «Si une révolution éclate, fini les affaires !» (Le Soir, 30/1)

Michel Nollet : « Gare aux risques de mouvements sociaux ! »

Appel FGTB - CSC pour moderniser la Sécurité sociale et sauver l'emploi

La CSC et la FGTB s'opposent à tout nouvel assainissement en matière de Sécu. Mais au nom de l'emploi et pour la sauvegarde de la Sécu, elles seraient prêtes à accepter une modération du salaire direct et une diminution du salaire indirect (cotisations patronales à la Sécu).

Jean Michaux

Le patronat, quant à lui, veut profiter de la réforme de la Sécu pour transformer 10 % à 12 % de la masse salariale en nouveaux profits et pour imposer une norme stricte de dépenses à l'ensemble de la Sécu.

Les travailleurs ne veulent plus payer. Ils ne cessent de répéter : « Nos poches sont vides ». Ils en ont marre du chômage. Michel Nollet, président de la FGTB, met en garde le patronat : « Qu'il mesure bien le risque de mouvements sociaux : après l'échec du Plan global. Nous avons perdu près de 100.000 emplois, dans toutes les régions, dans tous les secteurs » (1). Willy Peirens, président de la CSC, constate que, parmi les travailleurs, « le scepticisme est énorme » parce qu'ils savent que l'austérité n'apporte pas l'emploi mais le chômage (2).

Le mouvement de la perte d'emplois s'accélère : Sonaca (500), SNCB (7000), Clabecq (1500), enseignement francophone (3000) et néerlandophone (plusieurs milliers).

Face à cette situation catastrophique, quelle est la politique annoncée par les directions syndicales ? Bénédicte Vaes précise, dans Le Soir : « A l'instar des syndicats

allemands (...), les grands syndicats belges n'excluent pas de se soumettre, après la levée du blocage (des salaires, ndlr), à une modération salariale, à condition que la marge dont disposeront les secteurs soit convertie en embauches, non en profits supplémentaires.

Et la Sécu dans tout ça ? Sa réforme devrait permettre de tonifier l'embauche languissante. Réduire les cotisations, donc le coût du travail (= salaires direct et indirect, ndlr), rendrait la croissance plus intensive en emplois. Mais gare, disent les syndicats, à ne plus refaire le coup du Plan global. Cette fois, il s'agit que les diminutions de cotisations soient subordonnées à des engagements d'emploi contrôlables. » (3)

Modérer la compétitivité ?

En acceptant les diminutions de cotisations, les dirigeants syndicaux, veulent sauver l'emploi tout en restant dans la logique concurrentielle. Mais l'argument patronal de la compétitivité des entreprises signifie que nous retournons, pas à pas, vers l'époque de Germinal. L'économie est devenue mondiale et le travailleur de chez nous mis en



La lutte pour l'emploi, c'était l'objectif de la manifestation à Clabecq samedi dernier. De gauche à droite : Michel Nollet, président de la FGTB, Roberto D'Orazio, président de la délégation FGTB et Sivio Mara, délégué FGTB des Forges de Clabecq.

concurrence avec celui de Pologne, de Thaïlande et du Maroc. La compétitivité, c'est la spirale infernale vers le bas. Celui qui se place sur ce terrain est démuné et se défend en reculant. Le capitalisme n'a pas de solution aux grands problèmes de l'époque : il est le problème. Pour garantir les bénéfices de quelques-uns, il appauvrit la

grande masse des travailleurs dans le monde entier. Mais ce système n'est pas éternel, il suscite la révolte partout dans le monde. Sortons de la logique meurtrière de la compétitivité. Prenons résolument comme seul critère la défense inconditionnelle des intérêts des travailleurs. Sinon, au nom de la sauvegarde de la compétitivité des

entreprises, tous les acquis des travailleurs seront écrasés les uns après les autres sous le rouleau compresseur du capital insatiable. Il faut un front de lutte qui organise l'explosion sociale.

1. Le Soir, 27 janvier 1996. 2. De Standaard, 18 janvier 1996. 3. Le Soir, 24 janvier 1996.

Contradictions mais aussi ouvertures dangereuses

Sécu et emploi : les positions de la FEB et des syndicats

Jean Michaux

L'appel récent de la CSC et de la FGTB sur la Sécu et l'emploi (1) comporte plusieurs points de contradictions importantes entre le patronat et les directions syndicales. Mais la porte reste aussi ouverte à de nouvelles concessions.

Au niveau des principes, les syndicats défendent la « combinaison de l'assurance et de la solidarité : le droit individuel aux prestations; des revenus de remplacement proportionnels au salaire et de durée illimitée; des montants indexés, avec des maxima et des minima. Pas de simple lutte contre la pauvreté et pas de revenu de base. » (1)

Le patronat veut, comme le gouvernement, des normes strictes de dépenses dans tous les domaines de la Sécu.

En opposition, la CSC et la FGTB déclarent que « les allocations et prestations ne peuvent être dimi-

nuées. Elles s'opposent par conséquent à toute nouvelle sélectivité (calcul selon les revenus), que ce soit au niveau des revenus ou dans la situation du ménage. » (1) En matière de pensions, les syndicats défendent la « priorité au système légal, avec maintien intégral du système de financement des pensions basé sur le principe de répartition. Pas de privatisation des prestations. » (1) Mais, à côté de cela, la porte reste ouverte à de nouvelles concessions. La Secrétaire générale de la FGTB, Mía De Vits, déclare, par exemple, à propos des pensions des femmes : « Nous devons faire le choix entre la solidarité et l'assurance. Tout ne sera pas possible. » (2) Elle propose de calculer les pensions des femmes en 45èmes, comme pour les hommes, plutôt qu'en 40èmes, quitte à compenser pour les petites pensions.

En matière de financement de la Sécu, le patronat exclut tout ce

qui ferait payer les entreprises, comme un impôt sur les bénéfices ou la taxe CO2. Quant aux dirigeants syndicaux, ils exigent des « sources de financement alternatif : les revenus du capital, un impôt compensatoire sur les bénéfices bruts et un impôt sur le patrimoine (actif brut) des entreprises, ou une taxe CO2. » (1) Mais à nouveau, ils laissent la porte ouverte au risque de faire payer surtout les travailleurs : « Une cotisation sociale généralisée (CSG) peut ouvrir une piste pour autant qu'elle ne soit pas un alibi pour faire payer davantage encore les salariés et les assurés sociaux et qu'elle mette à contribution au maximum les revenus de la fortune et des entreprises. » (1)

Il suffit de regarder le passé récent pour savoir que la CSG servira sûrement d'alibi pour le gouvernement. Il fera casquer à nouveau les salariés sous prétexte que les riches apportent aussi leur contri-

bution symbolique. Il faut rejeter la cotisation sociale généralisée et faire payer exclusivement les fortunes et les entreprises.

Soutenir le capital dynamique ?

Les dirigeants syndicaux demandent une « réorientation du capital, des placements passifs, vers des investissements créateurs d'emploi ». (1) Mais que nous a apporté le renforcement du « capitalisme dynamique », ces quinze dernières années ? Il a significativement accru le chômage pour les uns et le soutien du « capital dynamique » n'est certainement pas une revendication ouvrière. Les super-riches doivent être mis à contribution pour restaurer et améliorer la qualité de la Sécu, de l'enseignement et du Service public ainsi que l'emploi.

En fait, l'objectif central du patronat est de se débarrasser des cotisations patronales. Il veut combler le trou creusé par ce manque à gagner grâce à des économies dans les soins de santé, les pensions, les allocations de chômage et familiales. Sur ces économies, les syndicats ne sont pas d'accord. Ils veulent un « financement alternatif, destiné... à la compensation des réductions de cotisations et servant exclusivement à l'emploi ». (1) Mais ce faisant, ils réalisent l'objectif principal du patronat : la fin des cotisations patronales. Et le financement alternatif sera à charge de l'ensemble de la population, c'est-à-dire des travailleurs. Quant à l'emploi ainsi créé, on sait qu'il est négligeable. Il suffit de voir les résultats du Plan global en la matière !

1. Appel FGTB et CSC, Sécurité sociale, 23 janvier 1996. 2. Le Soir, 27 janvier 1996.

L'allocation de chômage à 60 % du salaire brut ?

Vos questions, nos réponses

Les allocations (chômage, maladie...) à 60 % du salaire brut : c'est une des revendications du "grand référendum des travailleurs". Une revendication qui suscite bien des questions et des discussions. Nous les avons passées en revue et soumises à René Witteveen, un expert en sécurité sociale.

Mon salaire est bien maigre...

«60 % du salaire en cas de maladie, d'accord, mais pas en cas de chômage, nous écrit un travailleur. Il est déjà très difficile de trouver un emploi à un salaire plus élevé que l'allocation de chômage.»

Ce ne sont pas les allocations qui sont trop élevées, mais les salaires minimum qui sont trop bas. Une diminution des allocations aurait des conséquences dramatiques pour de nombreuses personnes, même celles qui touchent l'allocation maximale de 60 %.

L'allocation maximale pour un chef de famille ou un isolé demandeur d'emploi s'élève actuellement à 33.514 francs par mois. 65 % des chefs de famille et des isolés vivent déjà dans la précarité et 27 % dans la pauvreté. (2)

Le salaire minimum s'élève actuellement à 41.660 francs bruts par mois. Ce montant ne permet pas d'assurer normalement la vie de trois personnes. Comment ces

personnes pourront-elles s'assurer une existence normale si elles touchent l'allocation de chômage calculée sur base de ce salaire minimum ? Si le montant du salaire minimum augmente, la différence par rapport à l'allocation de chômage augmentera aussi.

Allocation de chômage décente : garantie pour des salaires décents

Une allocation de chômage décente constitue en outre une garantie pour des salaires et des conditions de travail décentes. Car des allocations peu élevées obligent également les chômeurs à accepter des salaires bas et des conditions de travail déplorables, ce qui exerce une pression vers le bas sur les salaires et les conditions de travail des travailleurs.

Allocation de chômage élevée : pourquoi travailler ?

«Si on fixe les allocations de chômage à 60 % du salaire brut, je préfère rester chez moi, car je toucherais autant que mon salaire net actuel, observe un autre travailleur.»

Sans doute avez-vous la chance de n'avoir jamais perdu votre emploi. La réalité du chômeur n'est pas aussi attrayante. 60 % du dernier salaire brut correspond à 80 % du salaire net. En

outre, les chômeurs n'ont droit ni au pécule de vacances ni à la prime de fin d'année, qui constituent une partie importante du salaire.

Des études ont par ailleurs démontré à suffisance que le chômage pousse les gens dans l'isolement social et qu'il est à l'origine de maladies psychiques. Personne ne choisit volontairement une telle existence.



Les enfants des travailleurs des Forges de Clabecq ont manifesté samedi dernier avec leurs pères et des délégations de tout le pays. Les pertes d'emplois compromettent l'avenir de tous ces enfants.

Personne ne demande à être chômeur !

«Des allocations à 60 % du salaire brut ce n'est pas assez, écrit un chômeur sur le formulaire du référendum. Les travailleurs ont-ils demandé de tomber malade ou de perdre leur emploi ? D'où provient ce pourcentage ?»

Les allocations n'ont pas toujours été calculées sur base d'un pourcentage du salaire. Jusqu'en 1971, le chômeur touchait une allocation forfaitaire en fonction de son âge et de sa situation familiale. Ce n'est qu'en 1971 qu'on a introduit le principe de l'allocation à 60 % du dernier salaire brut. Mais pour ceux qui n'étaient pas chefs de famille, cette allocation se réduisait à 40 % dès la deuxième année de chômage. Suite à cette mesure, l'allocation journalière moyenne a augmenté en 1972 de 41 % en une fois. Une augmentation plus jamais égalée depuis. (1) Mais les mesures de restriction qui se sont multipliées depuis les années quatre-vingts ont systématiquement démantelé

cet acquis en introduisant une sélectivité toujours croissante. Dans cette politique, les socialistes n'ont cédé en rien aux libéraux. Résultat : aujourd'hui, l'allocation d'un cohabitant peut être réduite après quinze mois au niveau de l'allocation forfaitaire de 12.500 francs. Et parmi les propositions en vue de la réforme prochaine de la Sécurité sociale figurent également des mesures qui frapperont les chefs de famille (impôt sur l'allocation de chômage par exemple). Etape par étape, on retourne vers la situation qui prévalait avant 1971.

Nous exigeons que le principe des 60 % du salaire brut soit appliqué à tout chômeur, indépendamment de sa situation familiale ou des autres revenus de la famille. C'est l'application logique du principe de l'assurance : un revenu de rechange en fonction du salaire sur base duquel on a cotisé. Le salaire qu'on touche n'est tout de même pas, lui non plus, calculé en

fonction de la situation familiale. Pour les pensions des travailleurs, les pourcentages de 75 % (chefs de famille) et de 60 % (personnes isolées et cohabitants) sont applicables car la pension a un caractère permanent et irréversible. Néanmoins, le montant de la pension n'est pas calculé comme un pourcentage du dernier salaire brut, comme c'est le cas pour l'allocation de chômage, mais comme le pourcentage du salaire moyen de toute une carrière. Pour les pensions, nous exigeons dès lors que tout le monde touche 75 % du salaire qu'il a gagné durant les cinq dernières années de sa carrière.

1. Bilan annuel de l'ONEM, 1973.
2. Bulletin du centre de politique sociale, UFSIA, décembre 1994.
3. Bilan annuel de l'ONEM, 1975.
4. Bilan annuel de l'ONEM, 1993.

Contrôler les chômeurs... ou les fraudeurs ?

«Je n'approuve pas la revendication des 60 %, sauf sous certaines conditions. Qu'on combatte les profiteurs et que les chômeurs soient soumis à un contrôle sévère.»

L'allocation de chômage est déjà subordonnée à des conditions. Il faut être involontairement au chômage et disponible sur le marché de l'emploi. Même pour des fautes relativement bénignes, comme l'omission de communiquer un changement d'adresse ou de répondre à une invitation des services de médiation, des sanc-

tions sévères sont prévues. La durée moyenne des semaines d'exclusion pour des infractions a augmenté de 11 semaines en 1992 à 29 semaines en 1993, ce qui représente plus de 6 mois pendant lesquels le chômeur est privé de revenus. (4) Si on punissait de la même manière les fraudeurs fiscaux, qui ont souvent dérobé des milliards au fisc, comme dans l'affaire Kirschen, ils seraient condamnés à perpétuité. Voilà les véritables profiteurs que nous combattons, travailleurs et chômeurs ensemble. Il faut arrêter la

chasse aux chômeurs. Ils ne sont pas responsables du système qui les a condamnés au chômage. L'exclusion des chômeurs cohabitants pour chômage de longue durée est l'une des violations les plus flagrantes du principe de la Sécurité sociale. Elle est d'autant plus injuste qu'on exclut précisément ceux qui ont le plus de mal à trouver un emploi. En luttant pour la semaine de 32 heures avec maintien du salaire, on peut offrir un emploi à 300.000 personnes. Il ne faut pas combattre les chômeurs mais le chômage.

Le point sur le référendum

Au 5 février, nous avons recueilli 16.040 formulaires. Nous sommes ainsi à 27 % de notre objectif. La répartition selon les provinces est la suivante (entre parenthèses, le pourcentage par rapport à l'objectif provincial) :

Anvers : 3.821 (22 %)

Brabant : 2.055 (20 %)
Hainaut : 1.115 (16 %)
Limbourg : 1.711 (31 %)
Liège : 1.329 (27 %)
Namur : 754 (50 %)
Flandre occidentale : 654 (16 %)
Flandre orientale : 4.053 (50 %)
Secrétariat national : 548 (27 %)

«Etes-vous prêt 24 heures sur 24 pour Belgacom ?»

Trois travailleurs "flexibles" et "productifs" de Belgacom privatisée témoignent

Au lendemain de la grande manifestation des services publics en décembre, l'annonce est tombée. Le gouvernement belge a vendu 49,9 % des actions de Belgacom à Ameritech pour un montant de 73,3 milliards. Un camouflet pour les 50.000 manifestants contre la privatisation.

Jan Van Goitsenhoven

Le visage radieux, le ministre PS Elio Di Rupo s'est félicité du résultat de cette "consolidation" qui permet de sauver aussi bien l'entreprise que l'emploi. Une semaine plus tard, le président de Singapore Telecom (qui fait partie d'Ameritech) a déclaré qu'une «réduction du personnel de Belgacom est indispensable» (l'entreprise emploie 26.000 personnes), mais qu'elle se ferait «en concertation avec les syndicats». Il a été également mentionné qu'en Belgique 370.000 personnes bénéficient d'un tarif social. Ameritech a ensuite annoncé que «la productivité devait augmenter». (1)

En même temps, le plan Turbo, en vigueur depuis le 1er janvier, prévoit des restructurations drastiques. Assez de raisons donc pour s'inquiéter, aussi bien pour les travailleurs que pour les usagers. Nous nous sommes entretenus avec quelques syndicalistes de la région bruxelloise.

Jean-Pierre.

Les travailleurs les moins qualifiés surtout, sont inquiets de leur avenir. Au service Contentieux par exemple, les contractuels sont soumis à un test, avec comme première question : «Etes-vous prêt à vous engager pour Belgacom 24 heures sur 24 ?» Au lieu de manier des critères objectifs, ce test exerce une forte pression morale. Seuls des jeunes cèdent volontiers à ce chantage.

Je connais également des cadres dirigeants, aux compétences établies, qui ont été dégradés et remplacés par des cadres issus du privé. Cela crée le sentiment que parmi le personnel, de haut en bas, personne n'est à l'abri.

Jan. Sauf les nouveaux patrons de Belgacom, bien entendu. Ceux-là ont obtenu le 6 avril 1995 que le gouvernement leur accorde un pour-cent des actions de la société. Un cadeau de 1,4 milliards, ce qui représente presque 100 millions pour chaque membre du comité de direction. Et un Di Rupo défend cette mesure, pour motiver le management ! Il est vrai que cette classe de gens a besoin d'un peu plus pour être motivée qu'un simple travailleur.

Le ministre Flahaut : plus de souplesse dans le public

Gérard. L'entreprise est taillée sur mesure pour les multinationales. Dans le bulletin d'entreprise de décembre, le patron Goossens doit reconnaître que les clients importants, les multinationales, attendaient depuis longtemps la mise en oeuvre du plan Turbo et l'arrivée de partenaires privés. Grâce au plan Turbo, Goossens veut «atteindre un niveau comparable à celui des meilleures entreprises industrielles». En Allemagne, Deutsche Telekom invoque le même argument de compétitivité pour supprimer des milliers d'emplois. Dès leur arrivée au sein de Belgacom, les nouveaux partenaires privés ont déclaré que l'entreprise employait trop de personnel. Voici quelques exemples. Des travailleurs du niveau 4 des cuisines sont transférés vers le niveau 3 dans les BCT (services des renseignements). C'est un cadeau empoisonné, car ce poste nécessite une formation plus poussée et le nouveau système d'évaluation permet de licencier des travailleurs jugés inaptes. Il y a deux



L'inquiétude gagne le personnel, comme en témoigne ce dessin d'un travailleur de Belgacom...

ans, des arrêts spontanés de travail ont été déclenchés dans les BCT contre la charge de travail insupportable.

Jan. Certains services ont déménagé à trois reprises depuis un an. Les gens disent qu'on est en train de les former à travailler dans une entreprise de déménagements.

Gérard. Les Téléboutiques seront tenues par des gérants entièrement responsables de leur budget, comme des petits indépendants. L'année dernière, la direction avait déjà exigé que les Téléboutiques soient ouvertes le samedi avant la Noël. La mesure a été retirée après négociation avec les syndicats. Mais le ministre de la Fonction publique, le PS Flahaut, déclare lui aussi qu'il faut «plus de souplesse dans les services publics», qu'il faudra ouvrir plus tôt le vendredi et que les services devront être accessibles le samedi matin.

Jean-Pierre. Une autre conséquence du plan Turbo : les départements "non-core" (activités "hors noyau") comme les cuisines, les garages, les imprimeries... subissent la pression de la concurrence privée. S'il résulte d'une analyse des coûts et des recettes que le privé peut offrir des services à moindre coût, on essaiera de diminuer les dépenses surtout en réduisant le personnel.

Démantèlement des restaurants et des services sociaux ?

Gérard. Dans une note sur la productivité du self-service dans les restaurants bruxellois de Belgacom, on observe que les besoins en effectifs sont calculés actuellement sur base du système de semi self-service où la norme est de 15 minutes, alors qu'un système de self-service permettrait d'adopter en moyenne une norme de 12 minutes. Si cette dernière norme est maintenue, il y aura un surplus de personnel équivalant à 840 heures de travail dans les restaurants de Belgacom à Bruxelles.

Jean-Pierre. Le plan Turbo sectionne l'entreprise en plusieurs fractions. Chaque département de Belgacom devra gérer son budget et mener sa politique du personnel. L'institut de formation de Belgacom, la Belgacom Academy, facturera ses services aux autres départements. Un contrat de gestion pour le Service social est actuellement négocié. Cela signifie que ce service social devra être autosuffisant et supporter les coûts des résidences de vacances, des interventions médicales et financer son propre personnel. Ce

scénario me fait craindre qu'en cas de licenciements ou de déagements naturels dans mon département, les travailleurs des autres départements ne réagiront plus. Le plan Turbo brise la solidarité des travailleurs. Même les rapports d'amitié en souffrent. Je sens qu'on est en train de casser l'atmosphère qui régnait parmi les collègues à la RTT.

Gérard. La politique de recrutement du nouveau management sera beaucoup moins transparente, suite aux filialisations et à la mobilité. Goossens et Di Rupo nous jettent de la poudre aux yeux quand ils parlent de sécurité d'emploi jusqu'en 1998.

Jean-Pierre. La vente aux enchères est arrivée à un stade trop avancé. Les syndicats ont trop concédé à la stratégie de consolidation de Di Rupo. Le nouveau statut syndical a affaibli la position des délégués, mieux protégés du temps de la RTT. A présent, ils n'ont plus de protection. Le nouveau système d'évaluation s'applique à eux aussi. Je ne dis pas que les délégués doivent bénéficier d'un traitement privilégié, mais il ne faut pas qu'on puisse utiliser l'évaluation pour ôter à un délégué son mandat syndical.

1. Het Volk, 22 décembre 1995. 2. La Wallonie, 13 décembre 1995.

"Privé de Public" de Gérard de Sélys (Ed. EPO) analyse le dépeçage et la vente au privé de Belgacom. En vente à la Librairie Internationale, bd. Lemonnier, 171, 1000 Bruxelles. (698 F)

Nos syndicats doivent se placer devant nous !

Jan. Je suis convaincu que l'énorme mécontentement que suscite le plan Turbo dans la vie quotidienne des gens peut être transformé en action. A condition que nous posions des revendications offensives. Il faut diriger le mécontentement des gens vers une lutte pour le retrait de la loi de mars 1991 sur les entreprises publiques autonomes et pour le retour à un véritable service public chez Belgacom. S'engager dans cette voie offre la meilleure garantie pour obte-

nir le rétablissement d'un statut valable et le maintien de l'emploi.

Gérard. Je considère que nous avons suffisamment de raisons pour reprendre la lutte du 13 décembre pour les services publics, contre la privatisation. Notre Sécurité sociale est, elle aussi, en point de mire. Ce n'est pas en cédant au pessimisme que nous ferons reculer Goossens et le gouvernement.

Jan. J'entends dire : «Les syndi-

cats ne doivent pas se placer derrière nous, mais devant nous.» Certains dirigeants syndicaux ont un discours trop "compréhensif" envers la lutte concurrentielle dans laquelle Goossens et le gouvernement veulent nous entraîner. On évoque déjà les plans d'accompagnement social en cas de déagements ou de licenciements. Les syndicats doivent rompre avec le PSC-CVP et le PS-SP qui défendent les intérêts du grand capital.

Dans l'école "autonome", on interdira à l'enseignante de tomber enceinte !

Un dossier réalisé par Georges Moreau, Anne Cole et Jacques Borzykowski

Des ministres aux patrons, en passant par les services d'étude universitaires, tous présentent l'autonomie comme la solution universelle à tous les maux des écoles. Mais les obliger à gérer la misère mènera à des situations comme ces écoles autonomes de Flandre qui refusent d'engager de jeunes enseignantes car elles risqueraient de tomber enceintes !

Dans ses «priorités 95-96», Luc van den Bossche, ministre flamand de l'Enseignement, écrit : «Dans la politique d'enseignement des prochains mois et années, les concepts "autonomie" et "responsabilisation" occupent certainement une place centrale» (1). Le ministre SP ne traîne pas. A peine a-t-il fini d'instaurer le financement par enveloppes dans l'enseignement supérieur, qu'il s'attaque déjà à la dérégulation du secondaire. En Communauté française, l'accord PS-PSC prévoit également que «l'autonomie des établissements d'enseignement sera renforcée chaque fois que ce sera possible» (2). Mais ici, les choses ne bougent pas assez vite au goût du PSC. Par la voix de la Communauté Éducative Sociale-Chrétienne (CESC) il vient de proposer d'«allouer à chaque école un budget global» (3) (ce qui a au moins eu le bon résultat d'amener la CSC-enseignement à claquer la porte de la CESC). A quelques nuances près, toutes ces idées sont reprises — ou précédées ? — par les gourous universitaires de la politique éducative (en particulier les équipes de l'IRES-UCL, et des FUNDP-Namur) et bien évidemment par les partis libéraux (voir Solidaire n°3).

La mode "autonomiste" n'est pas propre à la Belgique. En France, le rapport du Groupe Education et Formation du XIe Plan conclut que «l'accroissement de l'autonomie administrative et financière des établissements est nécessaire» (4). En Allemagne, une commission fédérale comprenant 22 scientifiques, chefs d'entreprise et jusqu'au patron de la Deutsche Bank, Hilmar Kopper, s'est penchée sur l'avenir de l'éducation. L'une de ses recommandations centrales : une autonomie poussée des établissements. «Les directeurs,

dit le rapport, ne devront plus être des pédagogues, mais devront avoir davantage de compétences pour l'organisation, la gestion du personnel et les finances, être capables d'organiser la concurrence avec les autres écoles et avoir la possibilité de demander de l'aide financière auprès de sponsors». En matière pédagogique, il ne subsisterait qu'un «service pédagogique de l'État», qui n'aurait plus aucun pouvoir, mais uniquement un rôle de conseiller. (5). Chacun sait combien la politique allemande, dans quelque domaine que ce soit, a valeur d'exemple pour nos dirigeants belges...

L'autonomie pour économiser

Cet engouement pour l'autonomie s'explique par la conjonction de deux facteurs : d'une part les graves difficultés budgétaires des Etats capitalistes; d'autre part, la demande patronale de disposer d'un enseignement capable, en ces temps de crise et de concurrence acharnée, de s'adapter rapidement aux mutations de l'environnement économique et technologique. C'est ce que reconnaît le VEV (patronat flamand) quand il déclare que l'objectif de l'autonomie est de «maîtriser les dépenses tout en maintenant la qualité» (6). C'est ce que dit aussi la Kredietbank, pour qui «gérer l'école comme une entreprise» favoriserait «l'efficacité et la qualité de l'enseignement» (7). Ici l'"efficacité" c'est la production de qualifications à moindre coût et la "qualité" se mesure au bénéfice que ces qualifications engendrent pour l'entreprise. Comment l'autonomie financière (encore appelée "financement par enveloppes") permet-elle d'économi-

ser ? En contraignant les directions d'écoles à rechercher elles-mêmes les moyens de réduire les coûts au strict minimum. Un des arguments des chercheurs de l'IRES pour demander qu'on «responsabilise les directions» est qu'actuellement «rien ne les incite à freiner l'usage des possibilités de congés de maladie rémunérés». (8). Dès 1992, l'IRES suggérait une enveloppe de jours de congé pour maladie par établissement (9). Les chercheurs de l'IRES savent-ils qu'aujourd'hui, dans les écoles autonomes de Flandre, certains directeurs refusent d'engager de jeunes enseignantes parce qu'elles risquent un jour d'être enceintes, ce qui pèserait sur l'enveloppe budgétaire ?

Un enseignement qui s'adapte aux mutations

L'autonomie permet aussi de répondre mieux aux attentes des entreprises. La Table Ronde Européenne des Industriels regrette que «les pratiques administratives soient souvent trop rigides pour permettre aux établissements d'enseignement de s'adapter aux indispensables changements requis par le rapide développement des technologies modernes et les restructurations industrielles et tertiaires» (10). Pour l'OCDE, «le système scolaire doit s'efforcer de raccourcir son temps de réponse, en utilisant des formules plus souples que celles de la fonction publique, pour créer — ou fermer — des sections techniques ou professionnelles, utiliser des personnels compétents, disposer des équipements nécessaires». (11) Message reçu au Parti socialiste qui estime que «dans une période de changements rapides, les institutions lourdes et lentes, trop centralisées, n'ont aucune chance de s'adapter aux changements dans des délais acceptables. (12). Un enseignement qui s'adapte mieux aux exigences patronales, ce sera un enseignement dont on chassera tout ce qui est "superflu" (culture scientifique, histoire, formations sociales et artistiques, techniques de communication...) au profit de ce qui est "utile" : l'apprentissage d'un

métier ainsi que de qualifications flexibles.

Tout cela sous prétexte de combattre le chômage. Faut-il rappeler, cependant, qu'en adaptant mieux l'enseignement aux besoins des entreprises on ne crée évidemment pas un seul emploi nouveau. On permet seulement aux patrons de trouver rapidement et à bon marché une main d'oeuvre directement exploitable et hautement productive, donc génératrice de bénéfices... qui seront immédiatement aiguillés vers des investissements de rationalisation, destructeurs d'emplois.

Statut démantelé et école duale

Pour les enseignants, l'autonomie signifiera la perte progressive de tous leurs droits statutaires, la mise hors-jeu des syndicats, la division et la concurrence. Le prof deviendra démarcheur; le directeur, manager. Peut-on au moins espérer qu'un peu de marge de manoeuvre sur le plan pédagogique permettra aux enseignants et aux écoles de mieux répondre aux besoins des élèves ? De favoriser la réussite scolaire ? Telle est la conviction de nombreux professeurs progressistes. Telle est aussi l'argument principal avancé par les partis écologistes (qui furent les premiers à soutenir le principe d'une large autonomie des écoles).

Nous n'y croyons pas. Au contraire, nous sommes persuadés que dans un monde où règne l'injustice sociale, l'autonomie des écoles ne fera qu'accélérer le processus de hiérarchisation qui conduit à voir se développer côte à côte des écoles de grande qualité pour un public fortuné et des écoles-dépotoir pour la masse des enfants du peuple. Il est toujours utile de rappeler que le plus grand progrès démocratique de l'enseignement belge, l'introduction de l'enseignement secondaire rénové dans les années 70, contre la volonté d'une fraction importante des directions, des Pouvoirs Organisateurs, des parents et même des professeurs, n'a été possible que parce qu'elle a pu être imposée par un pouvoir fortement centralisé. Avec l'autonomie, vous aurez peut-être dix écoles qui feront mieux que le rénové. Mais vous en aurez cent qui feront bien pire. Et venez quels enfants seront dans les cent dernières ?

1. School maken in Vlaanderen, Bruxelles, 10/95. 2. Déclaration de politique communautaire, 10.6.95. 3. Faire bouger l'école sans la casser, CESC, 12/95. 4. Le Monde 4.2.93. 5. Die Welt, édition Internet, 9.10.95. 6. L'Echo, 15.10.92. 7. Bulletin de la KB, n°11, 1994. 8. IRES, UCL, Etudes et opinions, 9/95. 9. L'Echo, 8.4.92. 10. Education et compétence en Europe, ERT. 11. Examens des politiques nationales d'éducation, Belgique, OCDE 1993. 12. Vers une nouvelle cohérence de l'enseignement, Parti Socialiste, 7.9.92.

Que cache l'autonomie ?



L'autonomie financière contraint les directions d'écoles à rechercher elles-mêmes les écoles de grande qualité pour les fortunés et des écoles-dépotoir pour la masse.

Autonomie dans les hautes écoles

Ou comment se débarrasser du sale

Depuis le 1er septembre, les écoles supérieures fusionnées de Flandre, déterminent elles-mêmes l'organisation et la pédagogie dans leur enseignement. Depuis le 1er janvier, elles gèrent aussi elles-mêmes les dotations pour le personnel, le fonctionnement, l'équipement. C'est ce qu'on appelle les "enveloppes". Pendant ce temps, les pouvoirs publics établissent aussi de nouvelles règles qui, toutes, prévoient des économies. La réalisation de ces économies, le sale boulot : c'est l'autonomie des écoles. «C'est justement la tâche essentielle de la direction : oser faire part au personnel de communications désagréables», affirme le ministre Van den Bossche. (1)

1. Budget global
Les pouvoirs publics fixent le budget global avec lequel

les hautes écoles doivent fonctionner : 16,6 milliards. Ce montant n'est plus indexé qu'annuellement. Chaque haute école reçoit sa part du gâteau. L'école qui veut octroyer à son personnel les augmentations statutaires fixées doit parallèlement licencier du personnel temporaire. Les enseignants de 55 ans et plus qui sont au salaire maximum sont invités à prendre leur prépension. Celui qui refuse de partir est qualifié d'"asocial".

2. Pas de nomination fixe
Les hautes écoles doivent compter au maximum 64 % de personnel nommé. Maintenant, cette moyenne est de 87 %. Allez dire aux temporaires qu'ils ne doivent pas s'attendre à des nominations au cours des cinq prochaines années...

3. Licenciements

Conférence-débat "Quelle école dans/pour quelle société ?"

Jacques Liesenborghs (Ecolo)
Georges Moreau (PTB)

13 février, 20 h : ULB, salle H 1302

14 février, 20 h : UCL, auditoire Montesquieu 02

Org : Mouvement Marxiste-Léniniste (MML)

l'autonomie des écoles



elles-mêmes les moyens de réduire les coûts au strict minimum. Elle ne fera qu'accélérer le processus de hiérarchisation de l'enseignement : quelques pour la masse des enfants du peuple.

es hautes écoles flamandes

du sale boulot sur les directions

A terme, les frais de personnel doivent être ramenés de 89 % à 80 % des dépenses. En 1996, ils doivent déjà diminuer de 2 %. Dans les hautes écoles d'Anvers, cela représente 50 emplois plein temps. A l'Académie d'Anvers, treize enseignants et 5 membres du personnel technique sont licenciés pour le 1er février. Des actions sont menées contre ces licenciements.

4. Classes surpeuplées

Les différentes orientations d'études doivent proposer elles-mêmes des possibilités d'économies en personnel. Des classes sont groupées. Ainsi, à l'avenir, les cours de langue et de sciences seront données à des groupes de 70 étudiants. On consacra moins d'heures à l'encadrement de stages.

5. Travail gratuit

Certains enseignants esti-

ment qu'il est irresponsable d'enseigner à de si grandes classes. Ils décident de scinder le groupe et de donner cours, sans être payés, à ces classes scindées, ou encore de visiter des stagiaires sans être payés pour le faire.

6. Enseignants free-lance

Les nouveaux enseignants de certaines spécialisations sont payés par heure prestée : 1.000 frs l'heure pour les branches pratiques, 1.250 frs l'heure pour les branches techniques, 1.500 frs l'heure pour les licences. Ils perdent tous leurs droits : droit à une nomination, pécule de vacances, ancienneté, statut de carrière. Ils doivent souscrire eux-mêmes une assurance-pension, maladie, etc. Ils reçoivent le statut de "professeur invité". Ce coup de canif dans le statut des fonctionnaires

porte aussi un joli nom : dérégulation.

7. Discorde entre profs

Pour les écoles artistiques, Van den Bossche a imaginé ceci. Celui qui s'est taillé une réputation dans sa spécialité reçoit un salaire plus élevé. C'est le moyen idéal pour monter les enseignants les uns contre les autres. La discorde règne dans toutes les écoles artistiques de Flandre. Certains enseignants ne s'adressent plus la parole parce que l'un a acquis cette réputation et l'autre non. De plus, ce surcroît de salaire est payé par la même enveloppe. Aucune autre source de financement n'est prévue. Certaines écoles artistiques ont tout simplement supprimé ce principe. Tout le monde est payé à l'échelle inférieure... Vive l'autonomie.

8. Prestations plus élevées

et flexibles

D'abord, la durée de cours passe de 50 à 60 minutes, soit une augmentation de prestation de 20 %. En plus, on remplace la notion de nombre d'heures de cours à donner par semaine par la notion de disponibilité. Un temps plein (aujourd'hui 19 heures de cours pour un licencié) correspondra à 100 % de disponibilité et 38 heures semaine. On peut être absent deux demi-jours par semaine, mais il faut rester disponible. On dit qu'une heure de cours présuppose une heure de préparation. Mais selon nous, pour une nouvelle branche, il faut compter une heure et demie, pour une leçon parallèle une demi-heure de préparation. Soit deux heures.

1. Klasse, janvier 1996

Régis Dohogne réfute la théorie de l'autonomie

Solidaire a interviewé Régis Dohogne, dirigeant de la CSC-Enseignement :

«Face à des problèmes essentiellement financiers, de plus en plus de gouvernements transforment des contraintes en pseudo-valeurs. L'autonomie, perçue au départ comme une valeur démocratique, apparaît comme une sorte de confinement de la pauvreté. Le monde politique se débarrasse de ses responsabilités en les transmettant à des entités juridiquement contestables et parcellisées. On veut donner aux écoles un budget global, comprenant salaires, moyens de fonctionnement, investissements, bâtiments, tout. Et on dit : Nous, gouvernement de la communauté, on ne veut plus arbitrer car on n'a plus les moyens de couvrir tous les besoins. Débrouillez-vous avec votre misère. Vous recevez 50 millions et avec ça vous engagez les profs, achetez le matériel, construisez des bâtiments ou les entretenez. Si vous jugez que les bâtiments sont inconfortables, décidez de ne plus engager un prof. Et avec le million récupéré, investissez dans le bâtiment. Le gouvernement de la Communauté préférerait faire licencier 3.000 fois une



personne par 3.000 pouvoirs organisateurs distincts plutôt que de procéder lui-même au licenciement unique de 3.000 agents.

Il se trouvera toujours quelques personnes dans nos rangs qui accepteront de licencier un collègue pour avoir de meilleures conditions d'environnement. A la limite, on acceptera de licencier quelqu'un pour avoir soi-même une augmentation. On remplace la solidarité par l'égoïsme. Dans toutes les grandes guerres il s'est toujours trouvé des collabos.

En définitive, on organise un système de dérégulation sociale profonde. On s'attaque à la fois à la quantité d'emploi, à la qualité de cet emploi et à la structure statutaire de cet emploi. On ne parle plus de service public d'enseignement mais de secteur non marchand. Vraisemblablement parce qu'on espère demain faire gérer l'école par des asbl.»

J-M Ansciaux et le rôle des pouvoirs publics

Solidaire a interviewé Jean-Marie Ansciaux, dirigeant de la CGSP-enseignement :

«Onkelinx et Grafé ne sont-ils pas en train de se décharger d'une partie de leurs responsabilités, en faisant gérer l'enseignement de la Communauté française par des conseils de zones (espèces de conseils d'administration regroupant les directions d'établissement dans une zone déterminée) et en leur donnant énormément de pouvoir en matière de recrutement de personnel. Le ministre ne désignerait plus les enseignants de la Communauté, mais le conseil de zone. L'enseignement libre fonctionne pratiquement ainsi. De cette autonomie-là nous ne voulons pas. L'école publique doit être organisée par les pouvoirs publics, élus directement. Si on pousse l'autonomie actuelle - car il y a déjà une certaine forme d'autonomie - ça sera la privatisation.

En Allemagne, le privé influence déjà très fort l'enseignement professionnel et technique. Nous ne sommes pas opposés aux contacts avec l'entreprise (on organise déjà des stages). Mais nous voulons



que l'école reste le maître d'oeuvre de l'enseignement. On connaît les patrons : ils formeront pour des besoins très précis, quitte à abandonner certaines formations (et travailleurs) le jour où la technologie évolue. Dans l'enseignement technique et professionnel, nous sommes plus que prudents : oui à un contact accru avec l'entreprise, oui à la participation de l'entreprise au subventionnement de l'enseignement, mais l'éducation, ça doit rester du domaine des pouvoirs publics. Pas question d'abandonner la responsabilité au patronat. Autonomie veut dire aussi des attaques frontales contre nos statuts. C'est là qu'on pourra réunir les différents travailleurs des services publics pour dire : halte-là, pas touche à nos statuts, ce sont des garanties, d'emploi et de rémunération.»

«Pas question que la Région gère la fermeture des Forges»

10.000 manifestants pour le maintien des emplois à Clabecq

La manifestation organisée en front commun par les organisations syndicales des Forges de Clabecq est un succès. L'objectif d'avoir plus de monde qu'en 1992, lors de la lutte contre le plan Dessy, est atteint : environ 10.000 participants contre 5.000 quatre ans plus tôt. Comment expliquer ce succès ?

Marco Van Hees

De nombreux travailleurs perçoivent la lutte des ouvriers de Clabecq comme étant la leur. D'abord, il s'agit d'une attaque frontale contre l'emploi puisqu'on parle d'environ 1.500 postes perdus sur un total de 2.143. Ensuite, les travailleurs de Clabecq sont confrontés à la logique capitaliste, à la dictature de la rentabilité qui conduit au bûcher tant d'emplois dans le pays. Une logique que résume si bien le président du PS, Philippe Busquin, lorsqu'il proclame qu'on ne maintiendra pas "artificiellement"

des emplois dans l'usine (1). Enfin, les travailleurs et les délégués des Forges ont tellement souvent apporté leur solidarité aux autres entreprises en grève qu'il était normal qu'ils reçoivent en retour le soutien des autres salariés.

Exploités durant deux cents ans et aujourd'hui dehors

Les ouvriers de Clabecq sont décidés à se battre pour offrir un avenir à leurs enfants. L'histoire des Forges, c'est un condensé de la barbarie capitaliste. Pendant plus de deux cents ans, les patrons locaux (les familles Goffin, puis Dessy et Germeau) et les grands holdings belges (la Société Générale, Bruxelles Lambert, Cobepa, Albert Frère, les Boël) ont tiré leur fortune de l'exploitation des travailleurs des Forges, ainsi que de ceux des autres bassins sidérurgiques. Ceux-ci ont dépensé leurs forces et leur sang des années durant pour que s'enrichissent une poignée de barons de l'acier.

Aujourd'hui encore, les conditions de sécurité sont déplorables. Malgré les améliorations considérables imposées par le syndicat, on compte au moins un accident mortel par an.

Mais, maintenant que l'usine ne fait plus le profit escompté, en raison de la crise de surproduction qui touche le secteur, on veut se débarrasser purement et simplement de ces travailleurs. On veut les jeter au chômage comme des citrons que l'on aurait pressé jusqu'à la dernière goutte et qu'on met à la poubelle ensuite.

Le PTB avait apporté le gigantesque portrait de Karl Marx rappelant que "le capitalisme c'est la misère". Ce slogan est plus que jamais d'actualité aux Forges et dans le reste de la sidérurgie.

Il n'est pas question de démanteler l'usine !

Autant sur les calicots de la FGTB que sur ceux de la CSC, le maintien d'une usine intégrée figurait comme élément central. L'audit commandé par la Région wallonne a, en effet, présenté des scénarios dans lesquels, soit le laminoir, soit le haut fourneau et l'aciérie seraient supprimés.

En 1992, un tel démantèlement de l'usine avait déjà été projeté et il fallut une grève longue et dure pour rejeter ce plan. En 1996, si cette manifestation n'est pas suffisante, on ne voit rien d'autre



Près de 10.000 manifestants à Tubize pour défendre l'emploi aux Forges.

qu'une occupation pour empêcher la Région wallonne d'appliquer le plan que Dessy, l'actionnaire privé, a été contraint par la lutte d'abandonner quatre ans plus tôt. Manu Fernandez, qui intervenait au meeting final au nom de la CSC, a prévenu la Région wallonne qu'il n'était «pas question de venir gérer la fermeture». Dénonçant la politique de liquidation d'emploi telle qu'elle se pratique à Arjo Wiggins ou à la Sonaca, il a déclaré que «les Forges de Clabecq, ce sont bien plus que des ressources financières, ce sont travailleurs». Et ces travailleurs sont prêts à se battre.

Le mannequin de la Région wallonne brûlé sur la place publique

Sur un rond-point situé à mi-parcours, les militants syndicaux avaient disposé des mannequins qui allaient bientôt être livrés aux

flammes. La RTBF a expliqué qu'ils représentaient Louis Michel (PRL) et Gérard Deprez (PSC), deux politiciens qui se sont prononcés ouvertement pour la fermeture des Forges. Solidaire vous dévoile l'existence d'un troisième mannequin, dont la pancarte n'affichait, quant à elle, qu'un point d'interrogation. Son dé sur l'identité du troisième homme, un ouvrier des Forges a répondu spontanément qu'il ne pouvait s'agir que de la Région wallonne, dirigée par le PS.

Ce sacrifice aurait pu être inutile puisqu'on avait sous la main André Flahaut, ministre de la Fonction publique et porte-parole du PS du Brabant wallon. En effet, il s'était placé bien en vue à la tête du cortège, fidèle à la tactique du PS qui consiste à mener la politique patronale en portant la bannière de la lutte ouvrière.

Flahaut prétend vouloir la survie de l'usine mais il est en train de

mettre sur pied une «cellule ad hoc pour établir les pistes d'un plan global de reconversion pour la région de Tubize» (2). Or la reconversion, c'est l'argument pour éviter qu'il y ait une lutte pour la défense de l'emploi. C'est au nom de la reconversion et de l'aide aux PME que Louis Michel défend la fermeture de Clabecq. Pourtant, il suffit d'imaginer ce qu'il adviendra des 600 PME qui travaillent en liaison avec l'activité des Forges pour comprendre que la fermeture totale ou partielle de l'usine signifierait la mort économique de la région.

Mais c'est cela le capitalisme : la destruction des outils et des hommes au nom de la rentabilité. Et le PS n'a d'autre stratégie que de défendre ce système et de le faire accepter par les travailleurs, en les faisant renoncer à la lutte.

1. L'Echo, 27 janvier 96. 2. Le Soir, 26 janvier 96.

Délégations venues de tout le pays

Des délégations de nombreuses entreprises du nord et du sud du pays étaient venues au rendez-vous. On y distinguait notamment des travailleurs de Cockerill-Sambre (Liège et Charleroi), de Sidmar, Belgavia, Caterpillar, Volkswagen, Arjo Wiggins, GIB, Delhaize, DHL, Bates, Albemarle, Brec, Meurice, etc. Beaucoup de cheminots (600), enseignants, infirmiers et travailleurs des mutuelles étaient également présents, ainsi que des travailleurs de la FGTB du Limbourg. Michel Nollet, président de la FGTB, avait lui aussi fait le déplacement.

Les habitants de la région manifestaient également leur opposition à la perspective de transformer leur ville en un véritable désert économique. Tous les commerçants avaient fermé leur boutique. Les pompiers de Tubize se sont joints, en uniforme, aux manifestants et les fonctionnaires de l'office local du ministère des Finances, situé sur le parcours de la manifestation, avaient déployé un calicot de solidarité. Peut-être pour signaler qu'ils étaient prêts à taxer les grandes fortunes pour pouvoir maintenir tous les emplois à Clabecq.

Le PTB, MML et Rebelle avaient mobilisé en force. Et le dossier de Solidaire consacré à la situation des Forges a connu un franc succès.

«On ne touchera pas à un seul des outils»

Roberto D'Orazio, président de la délégation FGTB, a rappelé comment depuis 1975 on avait liquidé un grand nombre d'outils pour passer d'une production fonctionnant avec 6.000 personnes à une usine ne comptant plus que 2.000 travailleurs. «Les restructurations depuis 1975 suivent la logique : moins on est et mieux ça va». Faut-il préciser que la restructuration que doit appliquer le nouvel administrateur-délégué nommé par la Région wallon-

ne, Libert Froidmont, ne suit pas une autre logique ?

D'Orazio a répété que la délégation allait «tout mettre en oeuvre pour que les Forges de Clabecq restent une usine intégrée». «On ne touchera pas à un seul des outils», a-t-il poursuivi, dénonçant «ceux qui se gargarisent de reconversion. Nous ne voulons pas du chômage, de la misère, de l'exclusion. Cela ne fera que pousser les gens vers l'extrême droite».

Enfin, il a demandé de faire «at-

tention aux fausses vérités», en insistant sur le fait que «les délégués sont élus démocratiquement». Il répondait ainsi à ceux qui prétendent que les délégués imposent leur loi à Clabecq et qu'ils sont la cause des problèmes de l'usine. En 1992 déjà, la grève combative menée par les travailleurs de Clabecq leur avait valu des critiques similaires. Or c'est cette grève qui avait alors empêché la suppression de l'outil et de l'emploi.

Concilier à tout prix nuit à la lutte

Seule issue à la Sabena : mobiliser les travailleurs et organiser la grève

A la Sabena, le conciliateur social a échoué. La direction s'obstine à vouloir embaucher des pilotes aux conditions DAT (salaires inférieurs de 35 % à ceux de Sabena). Elle a aussi refusé de s'engager à ne pas attaquer les salaires...

Lucien Materne

La conciliation qui a cours depuis le 4 janvier à la Sabena se déroule selon un plan concocté par le premier ministre Dehaene, la ministre du Travail Miet Smet et le directeur Pierre Godfroid.

La direction et le gouvernement poursuivent deux objectifs avec cette conciliation : 1. obtenir des syndicats l'abandon des actions radicales et éviter que le feu ne s'étende à tous les services publics; 2. mouiller les responsables syndicaux dans la discussion et la mise en oeuvre du Business Plan. Ils pensent pouvoir ensuite faire accepter les restrictions et les restructurations aux travailleurs avec l'accord des responsables syndicaux.

Le conciliateur social Leemans a constaté l'échec de la conciliation dans la nuit du 1 au 2 février. Au cours de cette réunion, la direction avait accepté de respecter à nouveau les conventions collectives, même au-delà de ce que réclamaient les syndicats.

Mais sur un point essentiel l'application du Business Plan contredit les conventions et la direction a refusé de céder. Godfroid entend engager sur les nouveaux appareils AVRO pour les vols européens des pilotes aux tarifs DAT. Les salaires de ceux-ci seraient inférieurs de 35 % à ceux des pilotes Sabena. Cette question est stratégique pour la direction. Laquelle a aussi refusé toute déclaration de principe s'engageant à ne pas attaquer les salaires. Cet acharnement a fait capoter la conciliation.

Faut-il regretter l'échec de la conciliation ?

L'échec de cette conciliation est positive pour les travailleurs. Cela montre que la direction fait tout 1. Pour réaliser ses plans. 2. Pour y associer les syndicats. Et surtout, cela montre que la conciliation ne mène à rien. Pourtant, de nombreux responsables syndicaux paraissent regretter amèrement cet échec de la conciliation. Lundi 29, ce n'est qu'après une engueulade retentissante que les secrétaires syndicaux ont pu convaincre les délégués de poursuivre la conciliation. Ils proposaient d'attendre le Conseil de gestion de la Sabena, qui devait se réunir le lendemain, et dont ils "attendaient un signal". Mais à la direction, tout le monde se maintient derrière Godfroid et son plan.

Michel Boels, porte-parole de l'Intersyndicale, ne voulait pas organiser de vote au catering sur la proposition de la commission de conciliation. Il craignait manifestement un rejet de la proposition et ne voulait pas causer de tort à la commission. La conciliation à tout prix, à la Sabena comme à la SNCB, menace de jouer un mauvais tout aux syndicats.

Les restrictions salariales, la privatisation du catering, l'allongement du travail, les contrats "on call", la flexibilité accrue sont-ils plus acceptables parce qu'ils sont adoptés en conciliation ? Certainement pas.

L'alternative, c'est la mobilisation des travailleurs, l'organisation de



Un groupe combatif de travailleurs de Sabena à la manifestation des services publics du 13 décembre. Par la lutte seulement, on pourra faire reculer Godfroid.

l'action. L'objectif doit être de rejeter absolument toutes les propositions de la direction concernant les salaires et la flexibilité. Les travailleurs catering ont fait

grève les lundi 29 et mardi 30 janvier. La semaine passée, ils ont envisagé plus d'une fois une action au finish. Depuis mai 1995, la direction ne

parvient pas à mettre en oeuvre les nouveaux plans de restrictions. C'est maintenant clair pour les travailleurs : la conciliation ne mène nulle part.

PS et SP soutiennent le plan Godfroid

Le président du SP Tobback a déclaré que Godfroid ferait mieux de s'en aller. Même point de vue pour le ministre PS Daerden. Le ministre PS Flahaut estime que l'on pourrait mieux négocier sans Godfroid. Ce n'est que tromperie. Les dirigeants PS et SP n'ont rien à redire aux plans de la Sabena en ce qui concerne les diminutions de salaire et l'aug-

mentation de la flexibilité et du temps de travail. Et dans les faits, leurs représentants au Conseil d'Administration se rangent derrière les plans de Godfroid. «Il est indispensable que les objectifs du plan d'entreprise soient atteints, à savoir une amélioration structurelle du résultat à la hauteur de 2 milliards de F par an, et ce grâce à une réduction de tous les coûts, y compris un effort personnel limi-

té de chaque collaborateur, tant sur le plan financier que sur le plan de son engagement personnel et de sa disponibilité.» (La Libre Belgique, 31 janvier 1996)

Cette déclaration fondamentale de la direction de la Sabena a été signée par tous les membres du Conseil d'Administration, y compris Philippe Suinnen, chef de cabinet du PS Elio Di Rupo.

Pour une protection efficace des délégués

Lettre ouverte de Maaïke Seghers, déléguée CSC licenciée

Maaïke Seghers* a été licenciée de la Sabena en 1993, alors qu'elle était déléguée syndicale. Aujourd'hui, elle mène le combat pour l'interdiction de licenciement de délégués syndicaux. Dans une Lettre Ouverte à la presse elle exige sa réintégration. En voici de larges extraits.

«Le tribunal du travail ne s'est jamais prononcé (dans mon affaire). Le prétexte de mon licenciement est un incident qui s'est produit à un piquet de grève le 26 novembre 1993, pendant la grève nationale contre le Plan global. Cet accrochage s'est produit après qu'un cadre ait refusé de quitter le piquet alors qu'il était en train de filmer de manière provocatrice. La direction de la Sabena a ensuite entamé la procédure de licenciement pour "faute grave". Un nouveau règlement pour la

protection des élus syndicaux est en vigueur depuis le 1er mai 1991. Il est connu sous le nom de loi Van Den Brande, du nom du ministre du Travail et de l'Emploi de l'époque. Cette loi n'assure pas la protection hermétique des élus syndicaux dans les entreprises.

A chaque instant, l'employeur peut licencier un élu. Le verdict du juge ne peut pas l'empêcher. Le prétendu "dédommagement de protection" ou l'amende accentuent encore le caractère arbitraire et illégitime du licenciement, qui peut être "acheté" à tout moment. La liste des délégués licenciés ces deux dernières années est longue. Les délégués syndicaux sont élus tous les quatre ans lors des élections syndicales pour informer leur base dans les entreprises, la conseiller et éventuellement l'organiser pour défendre leurs droits et leurs intérêts en tant que groupe

de travailleurs. Les ouvriers et employés ont le droit, sans aucune ingérence que ce soit de la part des employeurs, de choisir leurs propres représentants. Seuls les travailleurs peuvent, le cas échéant, rappeler leurs élus à l'ordre.

Il est grand temps que vienne une loi qui assure la protection hermétique des représentants syndicaux. Cette loi doit contenir les points suivants :

1. Interdiction totale de licenciement des élus syndicaux dans les Conseils d'entreprise et les Comités de sécurité et d'hygiène. La même protection doit aussi s'appliquer aux délégués syndicaux.
2. Astreintes sérieuses et peine de prison pour les employeurs en cas de non respect de la loi.
3. Réintégration obligatoire des licenciés.»

«Jusqu'à ce jour, la direction de la Sabena a maintenu ses accusa-

tions contre moi : actes de violence, vol avec violence (vidéocassette du cadre). Il faut encore y ajouter une plainte, déposée par la Sabena le 24 février 1994, suite à un témoignage en ma faveur : faux et usage de faux en écriture.

La direction de la Sabena veut créer un précédent en vue de rendre le représentant du personnel responsable des incidents aux piquets de grève. C'est une manière de criminaliser les syndicalistes et de les intimider.

Au moment où les employeurs font tout pour s'assurer des profits maximum, ils n'hésiteront pas à recourir de plus en plus à de telles méthodes. La direction de la Sabena n'en est pas à son coup d'essai : c'est ce qui ressort des propositions récentes de geler la liaison des salaires à l'index et les augmentations barémiques et d'allonger le temps de travail, et de la

dénonciation des CCT. Il est normal que de bons représentants syndicaux refusent de céder. Il est nécessaire qu'ils appellent leurs collègues à ne pas devenir un laboratoire du délabrement social. Le président de la Sabena, Pierre Godfroid, a annoncé avec beaucoup de façons 1.000 nouveaux engagements. Je continue à lutter pour ma réintégration à la Sabena. Il peut faire de mon réengagement le premier de ce millier. Ma place est parmi le personnel qui m'a déjà élu à quatre reprises pour le représenter au conseil d'entreprise.

Maaïke Seghers, déléguée syndicale (CSC) licenciée à la Sabena.»

* Maaïke Seghers raconte sa lutte dans "Délégués sous les feux", Ed. EPO, 698 FB. En vente à la Librairie Internationale.

Les bicyclettes de la culture : théâtre à Kinshasa

Katanga Mupey du Théâtre des Intrigants : un théâtre utile

De passage en Belgique avec son spectacle de contes africains, Katanga Mupey, directeur du Théâtre des Intrigants, nous parle de son combat. Celui d'un homme plein de courage, pour un théâtre populaire et une société plus juste.

Propos recueillis par Françoise Thirionnet

«Nous avons déjà créé quinze spectacles. Le dernier, du congolais Maxime Ndebekaa, a pour titre "Le président". C'est une critique de notre société, à travers laquelle, on s'attaque à ce monstre qui risque de nous avaler. Dans nos créations, nous nous appuyons sur des textes zaïrois ou africains, axés sur la société. Nous utilisons des codes que notre public peut comprendre. Nous faisons un théâtre de satire et de divertissement. Le jeu est assez clownesque. Il utilise la dérision, il lutte contre les traditions négatives comme les fétichistes, les sorciers. Nous faisons aussi de la formation par des animations et des ateliers, également pour les enfants du quartier et les enseignants. Nous gérons un lieu culturel à Kinshasa, acheté par une fondation suisse, qui vient d'être équipé grâce à des collectes. Nous sommes le premier théâtre privé, indépendant, à avoir un lieu. Il est implanté dans un quartier populaire, donc nous appliquons des prix très bas (le tiers d'une bouteille de coca). Nous multiplions les activités pour parvenir à l'autofinancement : musique, conférences, cinéma, mais la priorité est donnée au théâtre. Nous distribuons chaque semaine un agenda théâtral de Kinshasa.»

«Chez nous on parle plutôt de théâtre utilitaire. La pièce "Le

caméléon" dénonce comment certains s'y prennent pour être élus. Nous alertons les gens. Quand les élections approchent, il faut ouvrir l'oeil face à la démagogie, aux manipulations, à la corruption. Nous faisons référence au colonialisme, avec ses relais africains. Ce n'est pas seulement une critique du pouvoir, nous mettons aussi en évidence le rôle que le citoyen doit jouer.

Un théâtre "utilitaire" et pour le développement

Comme artistes, nous essayons aussi d'apporter des remèdes aux maux de la société. Nous avons reçu des vélos d'écoles techniques. Avec notre projet "messagerie culturelle", nous allons donner de l'emploi à dix jeunes. Ils vont distribuer de l'information dans un quartier défavorisé. Nous n'avons pas accès aux canaux ordinaires — télé, radio — et au Zaïre, le téléphone et la poste ne fonctionnent pas. Les jeunes vont aller en vélo de porte à porte et faire circuler les informations. De plus, nous lions le travail théâtral à une action sociale.

Nous avons mis sur pied une association d'aide aux personnes âgées abandonnées, AVS, "A Votre Secours". Au Zaïre, l'espérance de vie ne dépasse guère 50 ans. Les plus vieux sont des "ndoki", des sorciers. On dit qu'ils vivent



Katanga Mupey : «Nous faisons un théâtre de satire et de divertissement. Le jeu est assez clownesque. Il utilise la dérision, il lutte contre les traditions négatives comme les fétichistes, les sorciers.»

longtemps parce qu'ils bénéficient du sang de leurs victimes. Ils sont donc abandonnés et laissés à eux-mêmes. La sécurité sociale n'existe pas. Nous nous occupons aussi des artistes, grâce à une sorte de caisse de retraite.

La culture n'est pas un luxe, mais une mobilisation

Notre théâtre participe au même titre que les autres secteurs à développer les mentalités, la conscience des gens. Nous voulons le changement, résoudre les problèmes sociaux. Il y a beaucoup

de découragement parmi la population. Il faut réclamer ce qu'on nous doit, comme nos salaires. Notre action culturelle pousse à réagir, elle est mobilisatrice et revendicative. Nous jouons pour les associations des droits de l'homme, pour les syndicats. Ils font appel à nous pour sensibiliser leur public.

Actuellement, nous tournons au Zaïre avec "Le président" puis à l'étranger, en Belgique, en Suisse et en France. Nous organisons du 16 au 21 mai 96 les dixièmes Journées Zaïroises du Théâtre de l'Enfance et de la Jeunesse, avec des troupes de Kinshasa, du Zaïre, d'autres pays africains et d'Occi-

dent. C'est une rencontre de théâtre professionnel et de théâtre d'enfants. Notre prochain spectacle sera "Le commerce du pain" de Bertolt Brecht qui traite de la propriété privée, source de la misère du peuple et de comment les puissants travaillent à empêcher la solidarité entre les opprimés. Vous le voyez, nous continuons dans la même voie.»

Désirez-vous aider l'association "A Votre Secours", soutenir le Théâtre des Intrigants, ou le projet de "messagerie culturelle" ? Contactez Michel Van Loo, rue Eigenhuis 6, 1170 Bruxelles. Tél. et fax : 02/660.37.33.

La culture, un stimulant pour que ça change

Katanga Mupey : «Il nous faudrait une dictature des petites gens»

«Au Zaïre, on s'use rapidement car on se bat pour tout, même pour prendre un bus. Ma volonté c'est

ma grande ressource. Mes tournées à l'étranger me permettent de faire vivre ma famille. Si j'arrive à

convaincre beaucoup de gens de me suivre, alors on pourra changer les choses. La culture est un moyen de pousser d'autres à réagir, un stimulant, un moyen de développement.

Je viens d'une famille prolétaire, je suis né au village, j'ai commencé à faire du théâtre à la campagne. Puis, je me suis formé en ville. Je voulais sortir des sentiers battus dans la pratique théâtrale, m'adresser à un public populaire.

Beaucoup d'intellectuels honnêtes au Zaïre veulent que ça change, mais leur voix n'est pas entendue. C'est parce que je vais à l'étranger que j'arrive à recevoir de l'aide. La dictature s'arrange pour que la communication soit impossible dans le pays. C'est un moyen de tenir les gens dans l'ignorance. Le fait que les gens ne vont pas à l'école

est un grand handicap pour garder la mémoire des luttes du passé, pour comprendre le présent, chercher des alternatives. L'enseignement fonctionne très mal au Zaïre. Ceux qui n'ont pas le moyen de payer restent à la maison; seulement 60 % des enfants sont scolarisés. La survie au quotidien est tellement difficile, elle prend toute l'énergie.

La solution ne peut venir que de nous mêmes. Actuellement, je ne vois pas de personnes qui peuvent représenter une véritable alternative. L'opposition est divisée, fatiguée et sans moyens. Le dictateur utilise l'usure, il ramène les opposants dans son camp par l'argent. Pour qu'il y ait de l'ordre au Zaïre, il nous faudrait une dictature honnête et intègre, rassemblant les petites gens qui pourraient dicter leurs lois.»



Katanga Mupey : «Nous lions le travail théâtral à une action sociale.» L'association "A votre secours" aide les vieillards abandonnés.

Page culturelle de Solidaire

Nous voulons publier régulièrement une page culturelle dans Solidaire. Si vous désirez y collaborer (rubrique programme télé, cinéma, théâtre, concerts, CD, expositions), renvoyez-nous cette souche.

Je désire être informé des possibilités de collaboration à la page culturelle de Solidaire.

Nom : Prénom :

Rue :

Code postal : Commune :

Téléphone : Profession :

A renvoyer à Solidaire, page culturelle, bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

Je vois maintenant une alternative et un avenir

Annie : «Je veux progresser étape par étape au sein du PTB»

«En m'approchant du parti, j'ai commencé à vivre de manière plus consciente, explique Annie. Je me sens plus libre. J'analyse la politique et l'Etat capitaliste sous un angle différent.»

An Lenaerts

«Je vois qu'il existe une alternative et un avenir. C'est pourquoi je suis prête à présent à m'engager davantage. J'envisage sérieusement de devenir membre du parti.» Annie est l'une des nombreuses collaboratrices qui a reçu la brochure "Rejoignez le PTB". Elle est ergothérapeute dans une institution pour handicapés et connaît le parti depuis très longtemps. Voici son récit.

«Au début des années septante, quand j'étais encore étudiante, j'ai entendu parler du communisme pour la première fois. Quelques-unes de mes amies avaient beaucoup d'admiration pour Che Guevara et pour le "Petit Livre Rouge" de Mao. Un soir, Dirk, qui était membre de TPO (le précurseur du PTB), avait organisé un débat sur le communisme dans la maison des jeunes. J'estimais beaucoup Dirk pour sa manière de travailler avec les étudiants et les jeunes ouvriers, pour ses idées progressistes, son engagement et sa combativité. Je souhaitais mieux connaître ce parti, mais ma famille bourgeoise et mes amis nationalistes flamands ont rapidement étouffé ma curiosité. Pendant les années qui ont suivi, la vie de tous les jours m'a entièrement absorbée : études, recherche d'un emploi, mariage, éducation des enfants... Jusqu'à deux ans d'ici.

«La colère blanche couve en moi»

Vera, une collègue, m'a un jour parlé du PTB. Elle considérait que j'avais adopté une attitude très progressiste pendant les grèves des éducateurs en 1989 et en 1993. Elle disait même que certaines des idées que j'avais défendues étaient plutôt révolutionnaires... J'estimais que le ministre était en train de nous leurrer. Beaucoup de collègues et même des délégués avaient abandonné la lutte. Mais Vera avait continué à appeler à la résistance. Elle n'était guère suivie. La plupart des collègues estimaient que le gouvernement avait répondu favorablement à bon nombre de leurs revendications et, à l'issue d'un référendum, nous avions mis fin à la



Avec cette poupée "capitaliste" réalisée par Annie, l'équipe du référendum du PTB a attiré l'attention lors de la journée "portes ouvertes" de la clinique Gasthuisberg de Louvain.

grève. Je me sentais mal à l'aise. De nouvelles mesures d'austérité ont suivi, pour sauver la Sécu, disaient-ils. Le personnel et les handicapés subissent des restrictions toujours plus sévères. Les activités sont de plus en plus limitées et les handicapés disposent de moins en moins de personnel spécialisé. En temps de crise, cette société n'a plus rien à investir dans le secteur de la santé.

«J'étais prête à donner un coup de main»

Vera m'a abonnée à Solidaire. Elle m'a expliqué le travail du parti sur différents terrains : pas seulement la politique intérieure mais la lutte à travers le monde contre la politique corrompue et bornée des pays impérialistes, contre le Nouvel Ordre Mondial. Cela m'interpelle énormément. Je me suis donc décidée à donner un coup de main de temps en temps, mais je n'étais pas encore décidée à m'engager vraiment. Je suis très prudente, je veux d'abord connaître les tenants et les aboutissants avant de m'engager. Progressivement, Vera m'a intégrée au travail du parti : j'ai aidé le secrétariat pendant une campagne électorale. Nous devons contrôler et envoyer les listes de parrainage aux différentes administrations communales. Face ce travail, qui requiert tant d'énergie et de paperasserie, je me suis demandée à plusieurs reprises : vivons-nous vraiment dans un pays démocratique ? Les partis traditionnels, qui consacrent des masses d'argent à leur propagande électorale mensongère, tentent encore d'exclure les petits partis du processus

électoral. Heureusement, le parti m'a aussi permis d'exprimer ma créativité. Pour la fête du 1er mai, j'ai réalisé une grande poupée, un "capitaliste". J'ai discuté avec les gens, écouté des discussions. Je me suis ainsi faite une meilleure idée de ce qu'est le communisme et de la manière dont il est mis en pratique. Même dans une discussion à bâtons rompus, j'ai trouvé des gens qui travaillent de manière très motivée pour un autre monde que notre société capitaliste, individualiste.

Frontières Ouvertes, ça me plaît

J'ai aussi vu ce que font d'autres organisations proches du parti. Et je me suis surtout sentie interpellée par "Frontières Ouvertes". J'ai voulu m'investir dans la problématique des réfugiés politiques. Et mon engagement s'est encore accru lorsque j'ai entendu les déclarations de certains socialistes comme Johan Vande Lanotte. Il ose affirmer qu'il renvoie ces gens pour éviter qu'ils soient utilisés ici comme main-d'oeuvre à bon marché. Et les ouvriers d'ici, alors ? Ne sont-ils pas de plus en plus exploités ? J'ai suivi la soirée de formation sur "Faites payer la

crise aux riches". Les solutions que le PTB propose sont évidentes. Sur base de différentes études, le camarade a démontré que les vrais capitalistes détiennent d'énormes richesses. Il a proposé des mesures concrètes pour aller chercher l'argent là où il se trouve.

Je me sens plus forte avec le parti

En me rapprochant du parti, j'ai commencé à vivre de manière plus consciente. Je me sens plus libre. Je considère d'un autre oeil la politique de l'Etat capitaliste et je vois qu'il y a une alternative. C'est pourquoi je veux m'engager davantage et j'envisage sérieusement de devenir membre du parti. Je ne me considère pas encore comme militante du parti. On ne devient pas communiste en un jour, même si, tout au long de ma vie, je me suis sentie un peu communiste. Je veux donc progresser pas à pas au sein du PTB. Si je fais quelque chose pour le parti, je veux que ce soit en pleine connaissance de cause. Le moteur interne est essentiel, sinon, il est impossible de maintenir un tel engagement. Je me sens beaucoup plus forte maintenant que je connais le parti.»

"Rejoignez le PTB"

La brochure "Rejoignez le PTB" est l'outil d'une campagne que le parti vient de lancer pour ouvrir plus largement ses portes à de nouveaux membres. Chaque travailleur ou travailleuse disposé à assumer une tâche

fixe, qui accepte de participer une fois par mois à une réunion, et qui paie une cotisation établie peut devenir membre du parti. Commandez la brochure au secrétariat national. Parlez-en à vos amis !

AGENDA

Bruxelles

Samedi 10 février, 14 h.

Conférence débat : vie et oeuvre de Cheikh Anta Diop, commémoration du Xème anniversaire de sa mort. Musique, exposition. Rue Aumale 11. Org. : Togo Libre et autres.

Vendredi 9 février, 19h.

"La situation des droits de l'homme au Maroc après "la grâce". Conférence-débat avec Amnesty International, CLCRM, AMBDH dans le cadre de la semaine de solidarité "Pour la libération de tous les détenus politiques au Maroc". ULB, Av. Paul Héger 22, salle 2215. Org. : Union Nationale des Etudiants du Maroc.

Mons

Vendredi 9 février, 19h30

"Débat pour l'emploi". Encore plus de cadeaux aux patrons dans le cadre de Objectif I ? Les 32 heures payées par les patrons ? La lutte contre les licenciements pour maintenir les emplois existants ? La solidarité entre les régions ? Avec Freddy Matthieu, secrétaire FGTB, Pino Carlino, Secrétaire CSC, Jo Cottenier, économiste du PTB et des travailleurs de Clabecq. Théâtre Royal, Grand-Place 18. Org. : INEM.

Annonce publicitaire

Au Centre International
Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

Jusqu'au 17 févr.

Ouvert de 12 à 18 heures. Entrée libre
Exposition de photos
Chiapas 1992
Photos de MINERVA

9 févr., à 20h. En français. 90F

Rwanda, le récit de
l'ignominie occidentale
Ludo MARTENS, qui vient de rentrer d'un voyage de plusieurs semaines au Rwanda.

10 févr., à 18h. Entrée libre

En espagnole, en français et en néerland.
Apéritif poétique
Sonja NYS, Joaquín SILVA,
Alodia ALVAREZ & Miguel PAEZ.
Musique: Gérard MIGOT (guitare) &
Marco LEFEBVRE (flûte)

10 févr., de 19 à 21 h.

Atelier
'Chanteurs pour le peuple'
Pour ceux qui aiment chanter et qui, avec leur voix, veulent apporter leur petite note à la résistance et à la lutte des opprimés.

15 févr., à 20h. En français. 90F

La politique internationale de
Tito était-elle vraiment
non alignée?
Conférence - débat avec Erikos FINALIS,
collaborateur de la
revue grecque 'A-Synehia'.

17 févr., de 14 à 17h30. Entrée libre

Organisée par Contact & Cultures
Info-voyages
Information pratique concernant les voyages. Stands d'information, projection de diapos en permanence, conversation avec d'anciens voyageurs, rencontre avec les guides de voyage.
Stand de livres - lectures de voyage..

17 févr., à 18 heures. Entrée libre

Dans la langue originale et en français.
Apéritif poétique
Poètes de la guerre
civile espagnole.
ELUARD, MALRAUX, BERNANOS,
ARAGON, EHRENBURG,
SPENSPENDR, SUPERVIELL, TZARA,
BRECHT, GUTHRY, ...
Préparée par Henriette COURTENS.
Musique: Christine TRIBOLET (guitare).

EN BREF

Russie

Mineurs en lutte

Plus d'un demi-million de mineurs russes ont fait grève. Ils n'avaient plus été payés depuis trois mois. L'appel du syndicat a été particulièrement suivi : 188 des 282 puits et 27 des 63 mines à ciel ouvert ont débrayé. A Vorkouta et Vladivostok, de grandes manifestations ont eu lieu. Le gouvernement russe a promis de libérer l'argent des salaires de janvier. Mais novembre et décembre doivent encore être payés.

Les entreprises russes reçoivent du gouvernement des dotations pour le charbon qu'elles achètent. Elles les utilisent souvent à d'autres fins, de sorte que les mines de charbon sont confrontées à des problèmes financiers. Ainsi, de nombreuses entreprises plongées dans les dettes jusqu'au cou utilisent les dotations pour payer leurs propres travailleurs. Dans d'autres entreprises, elles servent à la spéculation. L'argent est placé dans des banques, où les membres de la direction sont actionnaires. (Le Soir, 2/2)

Grève de la faim

Dans seize écoles supérieures et universités de Leningrad (Saint-Petersbourg), le personnel n'a plus été payé depuis deux mois. Dix-huit profs, parmi lesquels quelques scientifiques de renom, ont entamé une grève de la faim en guise de protestation. Le salaire moyen des enseignants en Russie est de 2000 frs, moins que le minimum vital. (Frankfurter Allgemeine Zeitung, 26/1)

Ukraine

Regret de l'URSS

Des milliers de mineurs sont aussi en grève dans les régions de Donetsk et Lougansk, pour cause de salaires non versés. A Kiev, les vacances scolaires du Nouvel An ont été prolongées jusqu'au 1er février, car les écoles ne sont plus chauffées. Le Parti communiste ukrainien a lancé une pétition «pour la défense des droits sociaux acquis du temps du pouvoir soviétique». (Le Monde, 2.2.96)

Bulgarie

Prix du pain doublé

L'an passé, des entreprises privées bulgares se sont enrichies énormément, avec l'approbation du gouvernement. Elles ont exporté 530.000 tonnes de céréales, achetées à bas prix à des producteurs bulgares pour les revendre en Turquie et au Moyen Orient. Ce qui a causé une pénurie de céréales sur le marché intérieur, contraignant le gouvernement à importer au prix fort 450.000 tonnes de céréales. Conséquence : le prix du pain a doublé le mois passé. (Le Monde, 26/1)

Tchéquie

Crèches privatisées

A cause de la nouvelle loi sur la privatisation, les écoles et les crèches peuvent être maintenant privatisées en Tchéquie. Ainsi, Jitka Havlikova a acheté en décembre, pour 108.000 frs, la crèche Charles De Gaulle de Prague. Selon la loi, la crèche doit encore remplir sa fonction pendant dix ans. Pas de problème : Havlikova a fait passer les cotisations par enfant de 600 frs à 6.600 frs par mois (le salaire moyen en Tchéquie est de 9.000 frs). Conséquence : les parents n'y confient plus leurs enfants et Havlikova peut faire détruire la crèche et spéculer sur le terrain. (Postmark Praha, 24/1)



Les États-Unis ont, pour la première fois depuis 17 ans, envoyé un porte-avions équipé d'armes nucléaires dans le détroit de 160 km qui sépare Taiwan de la Chine.

Les USA craignent une Chine unifiée

Provocation américaine contre la Chine

Les États-Unis ont entamé une guerre psychologique spectaculaire contre la Chine, dans le but de soutenir la province chinoise de Taïwan dans sa politique séparatiste.

Tony Busselen

Il y a peu, le président chinois Jiang Zemin déclarait : «Le retour de Hongkong (sous la souveraineté chinoise, ndlr) en juillet 1997 est la première étape de notre longue marche vers la réunification. En 1999, la Chine recouvrera le contrôle sur Macao. Puis viendra le tour de Taïwan.» (1) Le retour pacifique des trois provinces — colonies ou néo-colonies depuis 1949 — à la Chine constitue un véritable cauchemar pour le président américain Clinton. Au cours des 47 dernières années, les dix provinces sont devenues des têtes de pont anticommunistes

pour les États-Unis qui s'acharment à torpiller le socialisme chinois.

Le gouvernement Clinton a aussi entamé une guerre psychologique contre la Chine. Le New York Times prétend que la Chine dispose d'un plan détaillé d'attaques quotidiennes de missiles pendant trente jours après les élections présidentielles taiwanaises du 23 mars prochain. Il s'agirait d'une déclaration de généraux chinois à Freeman, diplomate en retraite, ancien vice-ministre de la Défense. Un responsable chinois aurait même raconté à Freeman que «la Chine est disposée à sacrifier un million de vies humaines pour

garantir son unification». (2) Des menaces d'engagement nucléaire direct contre les États-Unis en cas d'intervention auraient été formulées. En lançant de telles rumeurs incontrôlées, les services secrets américains tentent de justifier leurs récentes intimidations militaires. Après la parution d'informations similaires dans les journaux de Hongkong et de Taïwan, fin novembre, les États-Unis ont, pour la première fois depuis 17 ans, envoyé un porte-avions équipé d'armes nucléaires dans le détroit de 160 km qui sépare Taïwan de la Chine. Et la semaine passée, l'ambassade américaine à Singapour a annoncé que les fameux bombardiers B2-Stealth seraient bientôt déployés en Asie. (2)

1. International Herald Tribune, 27/1. 2. International Herald Tribune, 25/1.

Sendero libère des prisonniers

La police péruvienne contrainte à la reddition

Luis Arce Borja

Le 7 décembre 1995, une cinquantaine de guérilleros de l'Armée populaire de libération péruvienne ont attaqué un convoi de police et libéré huit prisonniers de guerre. L'opération s'est déroulée sur la route de Huanuco à Pasco. Le convoi militaire était composé de trente policiers et de deux véhicules blindés. Dans l'un d'eux, huit prisonniers, étaient gardés par une douzaine de policiers armés jusqu'aux dents. Selon le gouvernement, il s'agissait de hauts commandants militaires de la guérilla

communiste. La direction de la lutte antiterroriste a décidé de les conduire à Lima pour les livrer au Service de la Sûreté Nationale (SIN).

Pendant une semaine, le Parti Communiste du Pérou (PCP, "Sendero Luminoso") a préparé minutieusement l'opération. Mission de l'Armée Populaire de Libération : sauvez la vie des camarades prisonniers. En effet, le SIN était bien décidé à les assassiner.

Quatre heures du matin. L'obscurité est totale. Une route étroite serpente à travers les montagnes, au pied des Andes. Dans la nuit, les deux véhicules

de police ne sont que deux petits points gris. Deux camions apparaissent. A bord : 50 guérilleros. La police ne remarque rien. Soudain, un des camions accélère, rattrape le premier véhicule du convoi militaire et freine. Au même moment, l'autre camion des guérilleros s'arrête juste derrière le deuxième véhicule de police. Le convoi s'immobilise. Les guérilleros jettent une grenade dans la première voiture dans laquelle ne se trouvent que des policiers.

L'assaut est court et efficace. La plupart des policiers s'enfuient dans les buissons. Il ne reste

Allemagne : bourgmestre fasciste

Rehkop, 72 ans, est bourgmestre de Dransfeld, près de Göttingen. 50 ans après la libération, il a tenu un discours devant le monument aux morts. Le 8 mai n'est pas le jour de la libération pour lui, mais celui de la diffamation des soldats allemands de la Deuxième Guerre mondiale. Il a protesté contre les "mauvais traitements" infligés aux prisonniers de guerre allemands dans les camps de l'armée russe et l'expulsion de compatriotes de leur région d'origine. Il n'a rien dit des camps de concentrations, du génocide. En 1951, Rehkop figurait déjà sur la liste fasciste du "Sozialistische Rechtspartei". Aujourd'hui, grâce à l'abstention de deux conseillers socialistes, il n'a pas été démis de ses fonctions (Neues Deutschland, 170/1)

Corée du Nord contre le chantage

Les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud, réunis à Hawaï, ont abordé la question de l'aide alimentaire à la R.P.D. de Corée, ravagée par des inondations en août dernier. «La perte et les dommages subis dépassent les quinze milliards de dollars, déclare un porte-parole du ministère des Affaires étrangères de R.P.D. de Corée. Si les éléments ennemis continuent à poser des conditions politiques à l'aide et à bloquer les secours humanitaires, nous devons nous en passer. Cette aide est minime. Depuis le début, nos militaires craignent qu'elle soit utilisée pour nous contraindre à des "réformes" et à l'"ouverture". Ils ont insisté pour que nous comptions surtout sur nos propres forces. Leur méfiance s'accroît encore, maintenant qu'on tente de politiser de plus en plus l'aide alimentaire.» (International Herald Tribune, 22/1)

dans les voitures que quelques morts et blessés. Le commando de sauvetage maîtrise ensuite le second véhicule, où les huit prisonniers sont enchaînés. Un des policiers tente d'utiliser son arme mais reçoit une balle dans la tête. Les survivants se rendent et demandent pardon. Ils livrent leurs armes et s'occupent ensuite de leurs blessés.

(Cet article est paru dans l'édition de janvier de El Diario Internacional. Cette publication est en vente à la Librairie Internationale, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. 02/ 513.69.07)

La démocratie turque à l'oeuvre !

Ce régime fasciste, dont la Communauté européenne et les Etats-Unis font les louanges

La Turquie est une démocratie, nous disent USA et Europe. Les photos de cette page montrent ce qu'il faut comprendre par là...

Hilde Meesters

La Communauté européenne et les Etats-Unis ont signé le 13 janvier un plan dit d'action commune. On peut y lire : «Nous soutiendrons les efforts déployés par le gouvernement turc en vue de renforcer la démocratie afin de favoriser une intégration plus poussée de la Turquie dans la communauté transatlantique.»

Ces photos illustrent le contenu de cette démocratie turque. Elle ont été prises après un massacre dans le district Hakkari dans le nord-ouest du Kurdistan, en avril 1995. Les auteurs sont des soldats turcs, membres du Hakkari Mountain Brigadier Command. Les victimes : quatre membres de l'Armée populaire de libération du Kurdistan. Les soldats étalent fièrement leur trophées. Dans la presse turque de droite, ces photos ont été publiées triomphalement.

Les atrocités de l'Etat turc ne se limitent pas au Nord-ouest du Kurdistan (turc). Lors d'une action en mars 1995, des membres de l'armée turque ont assassiné, avec la même barbarie, sept bergers à Dahok (Irak).

Le même Etat turc vient d'assassiner le jeune journaliste turc Metim Göktepe, du journal progressiste *Evrensel*. Il avait été arrêté le 9 janvier. Il effectuait le reportage d'une manifestation de masse



contre les attaques des forces de l'ordre turques dans une prison, au cours desquelles trois militants d'un parti révolutionnaire ont été tués. Le journaliste a été battu à mort au bureau de police. Son corps a été retrouvé par après sur un terrain vague.

Cette Turquie est membre de l'Otan et de l'Union douanière et sera bientôt honorée en Belgique lors de la manifestation d'Europa-lia 1996...

(Ces photos nous ont été procurées par le Comité Kurdistan, rue des Guildes 14, 1040 Bruxelles.)

Des soldats turcs posent fièrement avec les têtes décapitées de membres de l'Armée populaire de libération du Kurdistan. Ces photos ont été publiées dans la presse turque de droite avec des commentaires élogieux.

Avec la résistance contre l'acquittement de Laplasse

Manifestation le 14 février, à l'occasion du verdict

Annelise Arcq

Le Conseil de Guerre rendra son verdict dans l'affaire Laplasse, au Palais de Justice de Bruxelles, le mercredi 14 février. Le Front de l'Indépendance a annoncé qu'il manifesterait son indignation le jour même, à 13 heures, sur les marches du Palais de Justice de Bruxelles. L'Unité Antifasciste appelle tous les antifascistes à s'y joindre.

Lors de la dernière séance, l'auditeur général De Vidts a fait preuve d'une partialité indigne en répétant son réquisitoire blanchissant la dénonciatrice nazie Irma Laplasse, tout en culpabilisant ceux qui ont résisté à l'occupant. Ce procès introduit une vaste opération de falsification de l'histoire manifestement planifiée en haut lieu. Au nom de la prétendue "réconciliation", on détruit la mémoire collective. Un verdict réhabilitant Laplasse reviendrait à diluer toute responsabilité des collaborateurs et à transférer la culpabilité des auteurs sur les

victimes. Ce serait assassiner une seconde fois les victimes. Petit à petit, on glisse vers les thèses de l'extrême droite : «la collaboration est compréhensible, la résistance a provoqué beaucoup de drames».

Si l'Etat désavoue aujourd'hui ceux qui hier ont combattu le fascisme hitlérien, il est urgent de s'interroger sur la nature de cet Etat. Car pour les antifascistes, cela ne fait pas l'ombre d'un doute : il y a eu des criminels et des victimes, des persécuteurs et des résistants. "Tous" ne sont pas à mettre dans le même sac. Ils savent, ces antifascistes — par expérience ou pour avoir étudié celle des survivants du combat antifasciste — que le nazisme représentait l'horreur la plus effroyable. Ceux qui l'ont soutenu ont eu tort et ceux qui l'ont combattu ont eu raison de le faire, même si des milliers d'entre eux n'en sont pas revenus. Ils savent aussi qu'il est vital et urgent de préserver la mémoire, de la confronter aux témoins survi-

vants, de plus en plus rares. Pour que personne n'ignore ce qu'a été le nazisme, ce qu'est le fascisme, ce qui nous pend au nez si nous ne sommes pas vigilants, si nous nous contentons de considérer en spectateurs et de commenter la fascisation croissante de l'Etat, si nous n'agissons pas. Aucun résistant, aucun démocrate ne peut rester indifférent à ce qui se prépare.

En suivant le réquisitoire de l'auditeur, les juges feraient le jeu des fascistes d'hier et d'aujourd'hui. Ceux-ci veulent la révision de l'Histoire par l'amnistie pour les collaborateurs et sont passés à l'attaque, jugeant le moment favorable. Pour eux, ce procès en révision est plus que symbolique. Il constitue une première étape vers les réhabilitations d'autres collaborateurs, du nord et du sud du pays... Il faut maintenir en vie la désapprobation et la mémoire de l'injustice, il faut maintenir la condamnation des collaborateurs.

Rendez-vous au Palais de Justice de Bruxelles, le 14 février à 13 heures

• pour prouver que les démocrates de ce pays ne sont pas amnésiques et qu'ils ne laisseront pas passer un jugement inique qui ferait de Laplasse une héroïne victime, comme elle le dit si bien dans ses

derniers écrits, de la "vengeance de la populace";

• pour prouver à tous que le combat contre l'amnistie est un combat qui est indissociablement lié à la mémoire de tous ceux qui ont payé de leurs souffrances et de leur vie leur lutte contre le fascisme.

Amnistie : un danger en Wallonie aussi

Conférence-débat à Liège, le mardi 13 février à 19h30
Avec Johan Anthierens, auteur de "Les liaisons dangereuses d'Irma Laplasse..." et de la Flandre", Juliette Pierre, ancienne résistance, Unité Antifasciste, Berthe Ureel, fille d'un des résistants fusillés suite à la dénonciation d'Irma Laplasse, Marcel Baiwir, ancien résistant, membre du PC, Unité An-

tifasciste, Michel Vanderborgh, vice-président du Front de l'Indépendance
Organisée par l'Unité Antifasciste, salle Garcia Lorca, rue Jonruelle, 4000 Liège. PAF: 100 francs.

* Le livre de Johan Anthierens (Ed. EPO) sera disponible dès le 13 février à la Librairie Internationale, 698 FB + 59 FB port. 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Le mouvement étudiant n'a aucune raison de désarmer

La FEF se réunit jeudi : quatre arguments pour remobiliser

Examens obligent, le mouvement étudiant hiberne depuis la manif des services publics (13 décembre). Mais la trêve touche à sa fin. Les délégués de la Fédération des Etudiants Francophones (FEF) se réunissent jeudi. Nous leur proposons cinq raisons de relancer l'action.

André Marin

1. Le gouvernement de la Communauté française n'a pas changé sa position d'un iota. Il oblige toujours les représentants étudiants à discuter «dans le cadre de son plan d'économies de 14 milliards» (1). Refusant toute concession, il cherche à décourager les étudiants. La FEF n'a aucune raison de fléchir devant cette tactique. La nécessité d'un refinancement est largement prouvée. Toutes les mesures sont maintenues : limitation de l'accès aux études de médecine, blocage de l'encadrement dans le supérieur, regroupement des écoles supérieures en Hautes Ecoles (plan Lebrun-Grafé), limitation de l'accès pour les étudiants étrangers (projet Vande Lanotte)... Dernière provocation d'Onkelinx : la suppression de 3.000 postes dans le secondaire.

Plusieurs étudiants victimes de la répression à Liège sont poursuivis en justice. Mais la gendarmerie et Dehousse demeurent impunis.

2. Les étudiants sont prêts à se battre. Incapable de faire fléchir la direction de la FEF, la presse patronale hurle depuis le début que le mouvement ne représente rien, que c'est l'action isolée des têtes brûlées de la FEF. Mensonges ! Il y a eu sept manifestations nationales. La plupart ont regroupé

plus de 10.000 étudiants. Profs, lycéens et étudiants ont marché ensemble et rejoint les services publics le 13 décembre. Cette volonté d'action n'est pas morte. Quatre jours après la rentrée scolaire, 500 lycéens ont manifesté à Liège. Le GEDES (supérieur de Liège) manifeste déjà le 7 février. A la porte de l'IPSMA (Charleroi) des étudiants nous demandent si nous avons des «nouvelles du mouvement».

Cette volonté de lutte, nous pouvons la préserver en répondant à deux questions. Premièrement, a-t-on eu assez d'audace dans nos mots d'ordre d'actions ? Lors d'une assemblée à Liège, un participant déclarait : «Ce n'est pas avec des manif perlées qu'on fera tomber le plan pluriannuel. Je veux bien lutter, mais alors jusqu'au bout, par la grève.» Il est temps en effet de dire que le refinancement peut être arraché si nous y consacrons les moyens nécessaires.

Deuxièmement, nos revendications offrent-elles suffisamment de perspectives ? La FEF se limite à refuser le plan d'économies mais n'indique pas clairement où sont les moyens pour refinancer. Elle n'offre donc pas de réponse claire à la propagande gouvernementale contre le refinancement. Il est donc urgent d'approfondir cette revendication, de dire clairement :



Oui, le système capitaliste n'offre pas de liberté aux étudiants, pas d'avenir à un enseignement gratuit de qualité pour tous. Seul un plan d'actions radical (photo : manif à Liège) pourra contrer le gouvernement.

nous voulons 100 milliards pour tout l'enseignement. La seule issue pour construire un enseignement de qualité gratuit, accessible à tous.

3. L'unité avec la Flandre est à portée de main. Elle nous a manqué au premier semestre. Gouvernement flamand et Communauté française mènent la même politique. Mais en Flandre, la riposte s'organise. Le front commun syndical a programmé plusieurs manif contre l'arrêt des nominations dans le secondaire : à Gand le 14, à Bruxelles le 28. Appuyons-nous sur ces actions pour remobiliser.

4. Nous ne sommes pas seuls. La France nous montre la voie. La soif insatiable de profit fait des victimes partout : enseignement,

services publics, chômeurs, le privé où on licencie à tour de bras.

Un large front de refus se dresse contre cette logique. Les ouvriers de Clabecq entament le combat pour l'emploi. L'Athénée royal de Waterloo est entré en grève contre le plan d'Onkelinx dès vendredi dernier. Dans les services publics, la direction syndicale hésite. Les étudiants peuvent jouer un rôle moteur. En nous unissant aux travailleurs, nous aurons la force d'arracher le refinancement. A condition de trouver des revendications communes : Sécurité, emploi, enseignement, soins de santé, nous voulons prendre l'argent dans les caisses des entreprises, les banques, les

grosses fortunes qui accumulent des profits scandaleux.

Nous souhaitons que tous ces éléments soient pris en compte pour décider ce jeudi un plan d'action qui brise les reins de la politique gouvernementale : se joindre massivement aux actions des enseignants, des lycéens et des étudiants néerlandophones. Rallier les profs flamands le 14 et le 28. Une manif nationale à Liège dès la semaine du 19 février et un appel aux néerlandophones à nous rejoindre. Le plan d'action doit viser à terme la grève au finish, avec les autres secteurs.

1. La Wallonie, 22 décembre 1995

Des ouvriers écrivent pour le journal

Atelier d'écriture à l'initiative des éditions EPO et du Centre International

Maria McGavigan

Vous avez toujours eu envie d'écrire ? Vous voulez raconter votre vie ? Ecrire un poème ? Ou simplement rédiger une lettre pour un journal... ou un article pour *Solidaire*... Alors, vous êtes bienvenus à l'atelier d'écriture pour ouvriers et syndicalistes, organisé samedi 10 février au Centre International.

Fatma n'a jamais fréquenté l'école. En arrivant en Belgique, elle ne savait ni lire ni écrire. En 1986, elle s'est inscrite à des cours d'alphabétisation à Molenbeek. Quatre mois plus tard, elle a avoué à son professeur que ce qu'elle voulait vraiment, c'était écrire sa vie, «pour donner du courage aux femmes qui ont connu la même vie que moi». «Le livre de Fatma», est paru en 1993 : 140 pages qui se

lisent d'une traite. «J'ai dû réviser toutes mes idées sur la littérature», explique Patrick Michel, animateur du collectif d'alphabétisation, qui a aidé Fatma. «Je n'ai pratiquement rien dû changer à la façon dont Fatma a raconté son histoire. Elle arrivait presque instinctivement à structurer son récit, à faire ressortir les points importants. Après cinq ans de confidences, de rires et de larmes, Fatma a atteint son but. Sa vie était sur papier, d'autres pourraient désormais se reconnaître dans ses épreuves et ses luttes, dans ses angoisses et ses bonheurs.»

Un poète du peuple

En 1928, à vingt ans, le poète et chanteur argentin Atahualpa Yupanqui veut devenir journaliste. Après avoir cherché en vain du travail à la radio, il décide de

parcourir son pays, le plus souvent à cheval. Il vit la vie du paysan, travaille avec lui, conduit le bétail. Des années après, il écrit une chanson où il se moque des poètes qui «de tant regarder la lune, ne savent plus rien regarder».

«Va-t-en regarder les mineurs, dit-il

Les hommes dans le champ de blé,
Et chante-les, ceux qui luttent
Pour gagner un morceau de pain.
(...)

Partage la vie du peuple,
Regarde-le du dedans,
D'abord il faut être un homme,
Et poète seulement après.»

Des ouvriers à l'école de Louis-Paul Boon

Juste après la Deuxième Guerre mondiale, l'écrivain belge Louis-

Paul Boon (auteur notamment du livre sur lequel est basé le film «Daens») tenait la rubrique culture dans le journal du Parti Communiste belge. Encourageant ses lecteurs ouvriers à lui envoyer récits, poèmes et même romans, il a reçu énormément de réponses. Son but n'était pas d'idéaliser ce que les ouvriers écrivaient. Au contraire, c'était un professeur exigeant qui voulait donner forme au talent naturel de ses «élèves». Il n'hésitait pas à critiquer leur travail, pestant surtout contre ceux qui adoptaient un style artificiel, livresque.

C'est la tradition de Louis-Paul Boon et d'autres écrivains comme lui que les éditions EPO veulent faire revivre. Vous avez la rage d'écrire, comme Fatma, de partager votre vie et vos luttes ? Vous voulez utiliser l'arme magique des mots pour convaincre, pour aller à l'essentiel dans un tract, un article,

une lettre de lecteur ? Rejoignez-nous.

Michel De Smedt travaille dans une agence publicitaire. A longueur de journée, il rédige des textes pour vanter des produits commerciaux. Pendant ses heures de loisirs, il écrit de la poésie. Il a déjà présenté ses poèmes au Centre International lors d'un «Apéritif poétique». Il a découvert que les techniques des «pubs» pouvaient aussi servir la lutte des travailleurs. Il sera un des animateurs de la première session de l'atelier d'écriture pour ouvriers et syndicalistes du samedi 10 février, au Centre International, de 10 h30 à 16 h30.

Deux autres sessions sont déjà prévues : les samedi 9 mars et 20 avril. Parmi les «professeurs» invités : des journalistes, des écrivains, des poètes... A vos plumes !

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Mes outils : pelle, pioche et marteau pic

J'ai commencé ma carrière d'ouvrier à 16 ans : un an dans le bâtiment. Le chantier terminé, j'ai été engagé à la SNDE, devenue aujourd'hui "La Wallonie des Eaux", comme aide-fontainier, pour un contrat à durée indéterminée. Un mois plus tard, je réussissais l'examen d'installateur à la RTT et cette dernière me proposa un contrat d'un an à l'essai et une nomination à perpète, si j'étais capable de satisfaire à la tâche demandée. Sécurité d'emploi à la clef, je n'hésite pas une seule seconde et j'opte pour la RTT. Bien entendu, l'emploi qui m'est proposé est à Bruxelles (bonjour la navette !) et à l'époque, en 1978, il manque des bras à la pose de câbles, service dans lequel je suis engagé. A 18 ans, je sais déjà ce que travailler veut dire. Mes outils sont restés pelle, pioche et marteau pilon, à raison de huit heures par jour, été comme hiver. Le salaire n'est pas bien gros, le travail dur, mais on est jeune, on a l'espoir et le moral. Deux ans plus tard, en 1980, à ma grande joie, j'obtiens ma mutation au centre RTT de ma région d'origine. A l'arrivée, les places à prendre sont des places de poseurs de câble, OK. Je connais mon boulot, c'est parti en brigade, pelle, pioche et marteau pic. Sur le terrain, j'ai l'opportunité, grâce à un ancien, d'apprendre le métier de paveur et un examen se présente à moi en 1983. Je le réussis. Très bien, les félicitations du jury et retour sur Bruxelles en 1985, pour être nommé et mériter mon grade. Je n'ai jamais eu la moindre critique sur la qualité, ni la quantité de mon travail. Mais voilà qu'aujourd'hui, mon nouveau chef de service entre en

piste. La RTT n'existe plus, elle est devenue Belgacom et tout à coup, la qualité et la quantité de mon travail ne suffisent apparemment plus.

Je dois travailler mieux et plus vite, car dans mon service, deux tiers du travail sont effectués par des sous-traitants privés. Il s'agit par rapport à cela d'être rentable, car les services ont des budgets à respecter. Autrement dit : après vingt ans de travail dur, je deviens un paveur de compétition de classe internationale, ou je vole au chômage aussi sec. Je me demande très franchement si l'être humain n'est pas en train de faire un sacré retour en arrière. Quelle valeur ont aujourd'hui vingt ans de travaux lourds, aux yeux des patrons qui nous exploitent de plus en plus. Je me demande si un jour l'ouvrier et son syndicat vont se réveiller. Enfin, je me garderai bien de vous dire que j'ai le dos en compote, que j'ai l'intention de continuer à travailler, si la société m'y autorise. Je lui laisse le soin de décider de mon sort puisqu'elle en a le pouvoir. Mais ne comptez pas sur moi, l'ouvrier que je suis, pour écraser un de ses semblables, qu'il soit noir, rouge, jaune, public ou privé.

Un ancien travailleur de Belgacom

«Ces sangsues n'auraient rien de moi !»

Ces dernières semaines, Albert De Beer, de Zelzate, proteste contre la rapacité et le manque d'humanité des riches. Il est menacé d'une visite d'huissier. Il reconnaît que, dans le passé, il a exagéré. Mais, dit-il, «j'aidais aussi beaucoup de petites gens dans l'embarras. Mon ancien employeur me doit encore plus de 100.000 francs.» Albert De Beer a mis sur la rue tout ce qu'il possédait et mis en pièces tout ce qui n'avait pas été abîmé par la pluie. «Ces sangsues

n'auront rien de moi. Ils viennent embarquer mon mobilier alors qu'ils laissent courir les grands gangsters comme les dirigeants du SP Willy Claes ou Frank Vandebroucke, qui n'hésitent pas à brûler des millions. Pour moi c'est grave, mais c'est pire encore pour des gens qui ont une famille et qui sont touchés par le chômage ou la maladie. J'appelle la population à montrer les dents. Les puissants ne doivent pas toucher aux biens des petites gens. Qu'ils aillent chercher l'argent où il se trouve. Qu'ils demandent à Etienne Mangé : il reçoit 32.000 francs par jour (!) comme conseiller de grandes entreprises.»

Carl Segers Zelzate

Prétexte de guerre ?

Le Journal de la RTBF a donné un large écho aux révélations du livre de Chris De Stoop sur la déportation illégale des réfugiés. Interviewé sur le tas, le ministre de l'Intérieur Vande Lanotte justifia la déportation des cinq Somaliens en invoquant les filières qui organisent l'immigration de réfugiés «sous prétexte qu'il y avait une guerre dans ce pays». Je m'imagine Vande Lanotte — disons en 1938 — philosophe sur le départ de centaines de milliers de Juifs d'Allemagne, sous prétexte qu'Hitler y a installé le fascisme et prépare leur extermination !

M. M. Charleroi

Libérez Alexander Bogdanov

Nous avons répondu à l'appel de Solidaire n° 49/95 qui demandait d'envoyer une lettre de solidarité pour la libération du communiste Alexander Bogdanov. Il a été

condamné à quatre ans de prison pour sa participation à la défense de la Maison Blanche à Moscou en 1993, contre le coup d'État d'Eltisine. Voici le texte de notre lettre.

«A la Cour Suprême de la Fédération de Russie, Moscou
Hoenderloo, 28 décembre 1995.

Excellences,
Les associations de vétérans antifascistes néerlandais expriment leur préoccupation à propos des rumeurs selon lesquelles Alexander Bogdanov, militant communiste, est toujours détenu.

Nous avons appris qu'en 1994, la Douma, le parlement russe, a décidé une mesure d'amnistie pour tous ceux qui, en 1993, ont mené l'opposition contre le gouvernement. Cette amnistie s'est appliquée à tout le monde, sauf à Alexander Bogdanov. A cause d'une accusation scandaleuse, il est toujours en prison.

A notre avis, il est détenu en raison de ses points de vue sur la nécessité de la restauration de l'Union soviétique. Avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, nous étions tous des combattants aux côtés des peuples de l'Union soviétique. L'année passée, des commémorations et des festivités ont eu lieu partout en Europe à l'occasion du cinquantième anniversaire de la libération du fascisme, une libération dans laquelle l'Union soviétique a joué un rôle décisif.

Aussi, nous vous demandons avec insistance de libérer Alexander Bogdanov et de le décharger de toutes les accusations portées contre lui. Nous envoyons une copie de cette lettre à l'Ambassade de l'ancienne Union soviétique à La Haye, aux Vétérans à Moscou et à l'Organisation Internationale des Vétérans, le F.I.R., à Vienne.»

H. van Luttkhuizen,

président des Anciens
combattants antifascistes
des Pays-Bas (A.F.V.N.),
ancien prisonnier de camp
de concentration

Merci de France

Votre page consacrée au film de Ken Loach dans votre numéro du 3 janvier nous a été très utile, car malheureusement les dénonciations de ce film — pour une fois politiquement justes — parues récemment dans *L'Humanité* n'ont pas eu d'impact sur les milieux qu'il était urgent d'atteindre. Etant donné l'ignorance totale qu'on rencontre chez les jeunes — et les moins jeunes — en France concernant la guerre d'Espagne, ce film, programmé sans mise en garde aucune par différents cinémas du genre "art et essais", et ceci même dans des municipalités qui se disent "de gauche", est certainement en train de faire beaucoup de mal.

Mme M. Rubens Argenteuil, France

De grandes et belles révolutions

Il est encore temps de vous envoyer mes meilleurs vœux pour cette année, pour laquelle nous souhaitons voir arriver plein de luttes révolutionnaires et, pourquoi pas, de Grandes et Belles Révolutions. Bien qu'il nous reste encore un long chemin à parcourir. J'ai eu l'occasion de lire votre journal Solidaire et je dois vous féliciter.

Je me permets aussi de vous encourager à continuer, car vous exposez d'une façon claire et simple les problèmes des travailleurs, et de tout cela, nous avons besoin. Actuellement je suis au chômage et c'est pourquoi, en ce moment, je vous demande un abonnement à l'essai gratuit. Dès que je commencerai à travailler, je promets de m'abonner comme il faut. J'aimerais également entretenir une correspondance avec des militants communistes. Sachez que, dans la mesure du possible, vous pouvez compter sur moi.

Un travailleur sympathisant Espagne

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital: banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich: elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du "droit d'ingérence". En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international: la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine; la construction du socialisme sous la direction de

Staline; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (091)44 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

In memoriam Winnie Gasumba

Collaboratrice de Médecine pour le Tiers Monde décédée à Kigali

Notre amie Winnie Gasumba est décédée inopinément ce 29 janvier 1996 à Kigali. Elle a connu le PTB lors des journées de rencontres d'août 1994 à Bredene. En septembre, elle a parlé des problèmes de l'Afrique devant les moniteurs des Pionniers et des étudiants du MML. Depuis un an, Winnie travaillait à Kigali pour *Médecine pour le Tiers Monde*. Son apport était inestimable.

Ludo Martens

Elle a accompagné plusieurs brigades de la campagne *Mille Collines* à travers le Rwanda et tous les participants se rappellent son dévouement, son sens de l'humour, sa compréhension profonde du peuple rwandais.

Winnie Gasumba est née le 13 janvier 1963 à Mbarara, en Ankole, Ouganda. Son père l'appelait "Chinunu" lorsqu'elle était enfant, ce qui signifie "Fleur" en kinyarwanda. Le premier jour à l'école, lorsque l'institutrice a demandé son nom, sa mère déclara : «Winifred Joy Gasumba Mukamazeera». «Que c'est long, répondit l'institutrice, je l'appellerai Winnie.»

Il y a sept générations, à la fin du siècle passé, Sémugaza, l'ancêtre de Winnie, a dû fuir le Rwanda pour l'Ouganda. Mais sa descendance a maintenu de nombreux liens avec les parents au pays natal. Début 1995, Winnie était très heureuse de pouvoir se rendre pour la première fois de sa vie au Rwanda. Le 25 août, elle m'écrivit : «J'ai trouvé le Rwanda très intéressant. Retrouver mes racines est très excitant, je découvre des aspects inconnus de moi-même.» Ougandaise, elle n'avait jamais tout à fait oublié ses origines. Enfant, elle avait vu des combattants de l'indépendance du Rwanda (des "inyenzi") passer à la maison, discuter avec son père. Lorsqu'elle avait quatre ans, des militaires ougandais étaient venus pour la première fois ravager la maison. Pendant toute sa jeunesse, elle a connu la terreur militaire, d'abord sous Amin Dada, ensuite sous Obote. En Ankole, des villages entiers ont été exterminés. Deux frères de Winnie, qui s'étaient engagés dans la *National Resistance Army* de Museveni et de Fred Rwigyema, sont morts au combat. Winnie, en terminale de l'école secondaire, a dû fuir, à pieds, à travers tout l'Ouganda pour arriver dans un camp de



réfugiés au Kenya. Ensuite, à Nairobi, elle a enseigné la littérature anglaise.

Sa formation politique, elle l'a acquise à la dure école de la vie et en lisant des romans progressistes, particulièrement ceux de Ngugi wa Thiongo. Bien qu'elle n'avait jamais lu d'ouvrages marxistes-léninistes, elle avait ainsi acquis une compréhension profonde de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie prédatrice africaine.

Winnie aimait s'instruire et, lors de son séjour en Belgique, elle dévorait trois ou quatre livres par semaines. Elle a été particulièrement touchée par "Zoïa et Choura", le récit de la vie de deux jeunes Soviétiques tombés dans la résistance antifasciste. Elle avait pleuré en lisant ce livre rédigé par Madame Kosmodémianskaïa, la mère des deux jeunes, et cette histoire lui rappela la mort de ses deux frères. L'autre livre qui l'avait marqué, était "*Imperialism and fascism in Uganda*" de Mahmood Mamdani. Elle comprit que le fascisme est le produit inévitable de l'impérialisme en crise.

Winnie avait un sens très aigu de l'observation et pouvait décrire avec de multiples détails des scènes qui s'étaient passées il y a quinze ou vingt ans. Elle possédait de grands talents littéraires. Elle me disait : «Je suis pauvre, comment imaginer qu'un éditeur ougandais publierait un livre à moi ?» Elle s'était pourtant mise à rédiger des contes ougandais et à

prendre des notes sur sa vie, la société ougandaise et ses enquêtes en milieu paysan.

Le 15 décembre, on lui apprit que l'état de santé de son père était préoccupant. Lorsqu'elle arriva à Mbarara, son père était déjà décédé et enterré. Après le deuil, le 27 décembre, elle se rendit à Kampala pour y accueillir la brigade de la campagne *Mille Collines* à l'aéroport. Il lui a été très dur d'accompagner le groupe. «Vous êtes des Européens et vous acceptez la mort, disait-elle. Moi, les souvenirs de mon père me reviennent chaque jour, je revois tout ce que nous avons vécu ensemble.» Et elle parla de son père, éleveur de vaches à Mbarara, qui ne supportait pas les injustices et les discriminations. A la maison, son père n'acceptait pas la moindre distinction entre Tutsi et Hutu. Un jour, le chef Sendashonga était en visite. Au moment du dîner, il vit que des Hutu se mettaient à sa table. Piquant une colère terrible, il se précipita vers la porte. Oubliant ses deux mètres, le géant frappa son front contre le chambranle de la porte, le sang coulait sur son visage... «Mon père a voulu que ses filles reçoivent la meilleure éducation possible, pour que nous puissions être indépendantes dans la vie. Certains voisins trouvaient que c'était fou de jeter ainsi son argent pour rien, pour des filles.» Winnie se rappelait comment son père, lorsqu'elle avait un problème, la

prenait par la main et en discutant, ils se promenaient tous deux à travers champs. «A la maison, après la mort de mon père, je ne pouvais supporter le chagrin de ma mère, ça me faisait trop de peine», disait-elle encore. Allongée sur son lit, Winnie regardait le plafond et pendant des heures racontait le film de sa vie. Elle avait peut-être un pressentiment de l'approche de la mort.

Winnie venait d'avoir 33 ans, elle pouvait commencer à donner le meilleur de ses talents.

Le 10 janvier, je me suis rendu avec Winnie à un rendez-vous avec nos amis Athanase, Charles, David et

Smaragde. A l'arrivée, Winnie s'est effondrée. Le 13 janvier, jour de son 33ème anniversaire, elle l'a passé clouée au lit. En 19 jours, la maladie a emportée cette vie pleine de promesses.

En Afrique, les meilleures âmes meurent jeunes. Nous partageons la peine profonde qui afflige sa mère, ses soeurs, ses frères et toute sa famille.

Les amis de Winnie qui veulent contribuer aux frais des funérailles, peuvent verser sur le compte 001-1951388-18 de Médecine pour le Tiers Monde, avec mention "Winnie".

Hommage à Winnie

Conférence de Ludo Martens sur la situation au Rwanda
au Centre International, Bd Lemonnier 171,
Bruxelles 1000, le 9 février, à 20h.

La conférence débutera par un hommage à Winnie Gasumba. Avant de tomber malade, elle a rédigé une longue interview de Maria Mukyeshimana, vieille paysanne illettrée qui a échappé plusieurs fois par miracle à la mort, lors du génocide. **Cécile Kayirebwa** lira ce dernier texte de Winnie. Au cours de la conférence, Ludo Martens abordera les thèmes suivants : des témoignages, notamment celui de Ngurum-

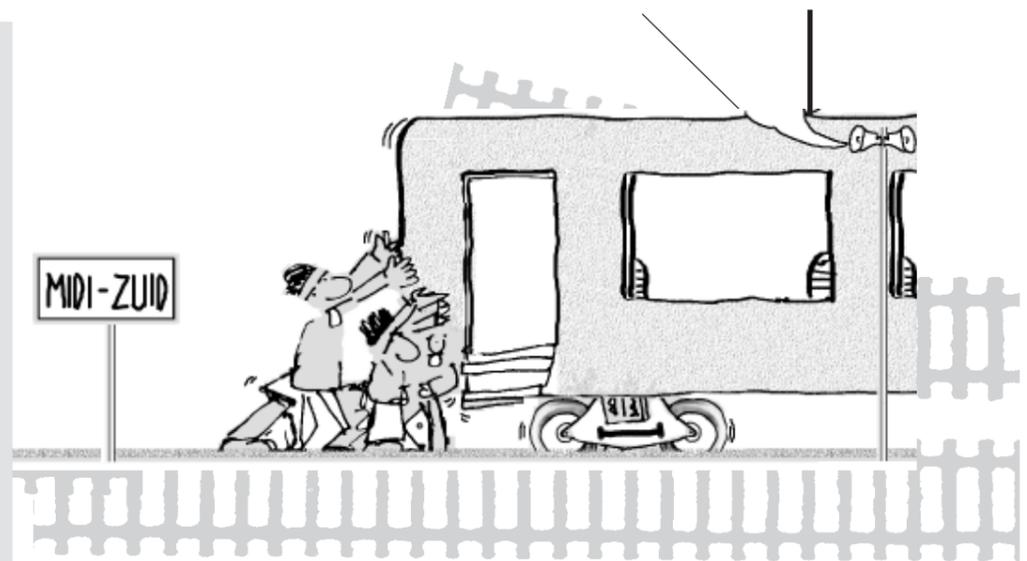
be, sur le combat pour une indépendance réelle (1959-1966); la sécurité au Rwanda et les menaces de l'ancienne armée fasciste; la situation dans l'ancienne zone Turquoise; le programme de privatisations; la situation des rescapés; le problème de la justice et de l'impunité. Une vidéo sur les femmes-assassins et le livre que Rakya Oumar a consacré à ce sujet, seront présentés.

Il y a une solution. Faites

Pour des services publics de qualité et bon marché

- Halte aux privatisations.
- Retour en service public des services et entreprises privatisés.
- Retrait des plans de restructuration des entreprises et services publics (SNCB, Poste, etc.).
- Non aux systèmes d'enveloppes et contrats de gestion.
- Maintien de tous les emplois.
- Bas les pattes du statut, des salaires, des pensions (maintien de la péruation).
- Nomination définitive des contractuels.
- Arrêt des évaluations qui augmentent la charge de travail, qui ouvrent la porte aux sanctions et aux licenciements.
- La loi de 1991 sur les entreprises publiques autonomes doit disparaître.

Le train privatisé
Liège-Bruxelles
arrive avec deux
jours de retard...



Monsieur, n'oubliez pas
que dans un régime
démocratique, la
police est censée
défendre le citoyen et
nullement l'agresser...

sorry mais,
on n'est pas
venu à Liège
pour suivre
des cours de
droit



Pour un enseignement démocratique, accessible à tous

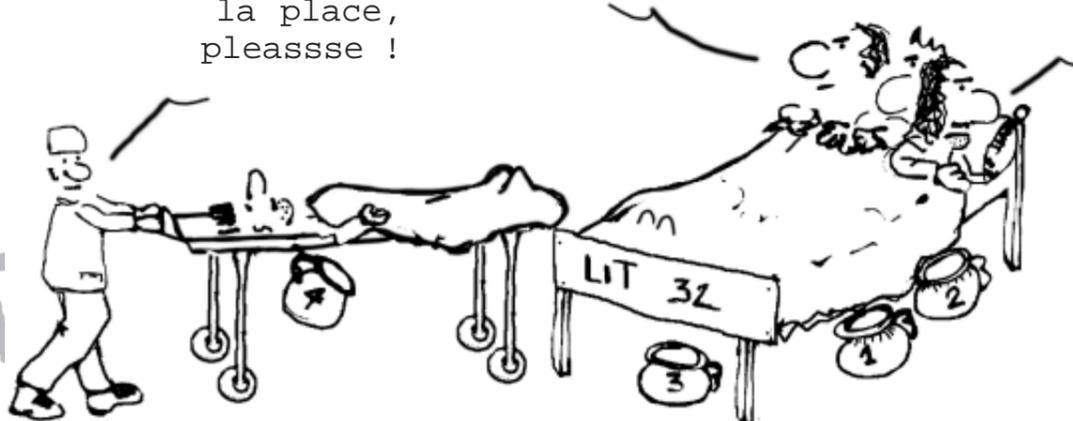
- Suppression de tous les décrets démantelant l'enseignement
- Refinancement national : retour à un budget de l'enseignement équivalent à 6,1 % du PNB (comme en 1961) = 100 milliards de plus par an.
- 25.000 emplois supplémentaires en revenant aux normes précédentes d'encadrement
- Maintien du statut du personnel enseignant, technique et administratif.
- Enseignement gratuit.
- Droits entièrement égaux (y compris pour le minerval) pour les étudiants étrangers.
- Pas de numerus clausus, pas d'examen d'entrée, pas de contingentement aux universités.
- Interdiction de tout refus d'inscription dans les écoles (primaires et secondaires).
- Pas d'autonomie pour les écoles, pas de système d'enveloppes.
- Enseignement démocratique, au service du peuple, avec une formation générale polytechnique pour tous jusqu'à 16 ans.

es payer les riches ...

on fait de
la place,
pleasse !

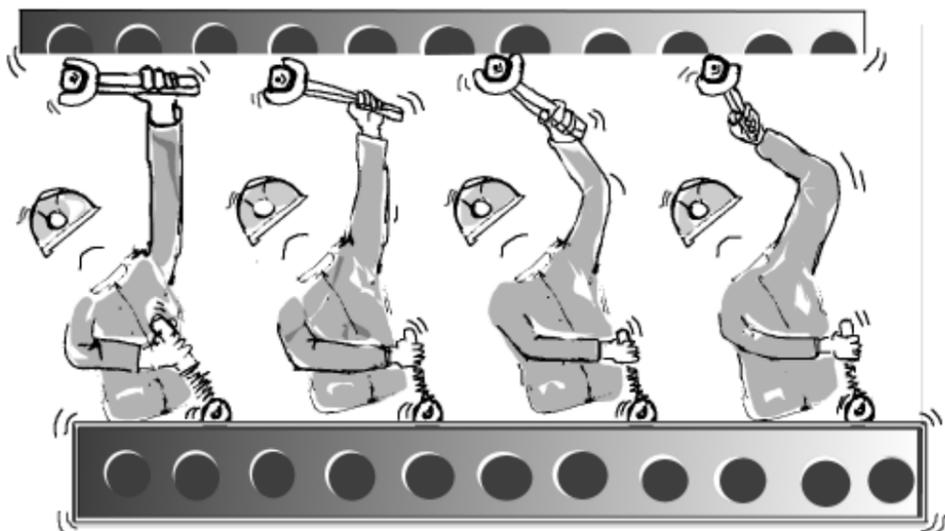
on est au
complet
chefff !

ça fait une
semaine que
j'attends une
aspirine !



Du travail pour tous

- Plus aucune fermeture d'entreprise, ni totale, ni partielle.
- Plus aucun démantèlement de l'emploi existant.
- Pas de licenciements, pas de prépensions.
- Tout départ naturel doit être compensé par de nouvelles embauches.
- 32 heures semaine, sans perte de salaire, sans flexibilité, avec embauches compensatoires.
- Expropriation de toutes les propriétés des capitalistes responsables de délocalisations (transferts d'entreprises vers des régions à moindre coût salarial).
- Expropriation de toutes les propriétés des capitales responsables de faits punissables comme des faillites frauduleuses.
- Nationalisation sans indemnité des secteurs comme la sidérurgie, l'industrie pharmaceutique, l'énergie, les banques.



Pour la Sécurité sociale

- Maintien intégral des cotisations patronales au niveau fixé par la loi Dhoore en 1981.
- Des revenus de remplacement fixés sur base du salaire, sur base individuelle et pour une durée indéterminée.
- Des revenus de remplacement à 60 % du salaire brut, soit 80 % environ du salaire net.
- Pas de réduction des revenus de remplacement en fonction de la situation familiale.
- Service national de santé. Médecine gratuite.
- Allocations familiales : montant fixe pour chaque enfant, croissant avec l'âge.
- Pension légale équivalant à 75 % du salaire brut.
- Maintien du caractère national de la Sécurité sociale, pas de scission communautaire.
- Aucune privatisation.

Il y a de l'argent

Semaine de 32 h = 300.000 emplois
avec embauche obligatoire
et sans perte de salaire

Impôt annuel de 2% = 100 milliards/an
sur les fortunes
au-dessus de 20 millions

Taxer les revenus du capital = 200 milliards/an
comme ceux du travail
Impôts plus élevés pour les hauts revenus

Impôt effectif de 40% = 150 milliards/an
sur les bénéfices des entreprises

Moins d'intérêts aux banques = 50 milliards/an
Réduction de 2% du taux d'intérêt
sur 2.500 milliards de dette publique détenue par les banques

Contre la fraude et la fuite de capitaux
Cadastré des fortunes, actions et obligations nominatives,
levée du secret bancaire, nationalisation des banques

Rapport annuel : = 500 milliards